



Commission
européenne

[ÉTÉ 2015 ▶ N° 53]

panorama

inforegio

▶ L'Europe passe au numérique

La politique de cohésion investit
dans la société digitale

- 
- ▶ Célébration des 25 ans d'Interreg
 - ▶ Une plateforme de spécialisation intelligente promeut l'énergie durable
 - ▶ OPEN DAYS 2015:
des partenaires pour
l'investissement et la croissance
 - ▶ L'évaluation économique permet
d'optimiser l'utilisation des fonds
européens

Politique
régionale
et urbaine

▶ÉDITORIAL..... 3

Corina Crețu, commissaire européenne en charge de la politique régionale

DOSSIER

▶LA POLITIQUE DE COHÉSION OCCUPE UNE POSITION CENTRALE DANS LA MISE EN PLACE DU MARCHÉ UNIQUE DU NUMÉRIQUE EN EUROPE..... 4-7

INTERVIEWS

▶SUÈDE – ÖVRE NORRLAND: UNE RÉGION FAIBLEMENT PEUPLÉE MAIS INNOVANTE..... 8-9

Erik Bergqvist, président du conseil régional, Västerbotten

▶ESPAGNE – PLEINS FEUX SUR LA GALICE: DE LA CONVERGENCE À LA COMPÉTITIVITÉ..... 10-11

Alberto Núñez Feijóo, président de la région

▶ÉVALUATION DU FINANCEMENT DE LA POLITIQUE DE COHÉSION – CE QUE LES ÉCONOMISTES PEUVENT NOUS DIRE AUJOURD'HUI..... 12-13

▶LA PAROLE EST À VOUS..... 14-18

L'avis des parties intéressées sur la politique de cohésion 2014-2020

▶LA BEI DÉTERMINÉE À SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DE L'UE..... 19

▶INTERREG FÊTE SES 25 ANS – PANORAMA FÊTE SES PRINCIPALES RÉALISATIONS..... 20-27

▶NOUVELLES EN BREF..... 28-29

▶OPEN DAYS..... 30-31

▶CARTES..... 32-33

Indice de développement humain 2014 de l'UE et des États-Unis

▶LA PLATEFORME DE SPÉCIALISATION INTELLIGENTE DE L'ÉNERGIE A ÉTÉ LANCÉE..... 34-35

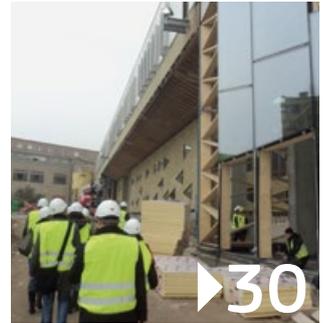
▶PROJETS..... 36-39

Exemples de projets en Belgique, en France, en Lituanie, en Pologne et au Royaume-Uni

▶AGENDA..... 40



Couverture: Installation d'un réseau ultrarapide à large bande dans le comté de Cumbria (Royaume-Uni), un projet géré par BT et par le gouvernement britannique et soutenu par le FEDER.



Photographies (pages):

Couverture et page 2: © BT Group
 Pages 3, 28, 30-31, 35: © Commission européenne
 Pages 4, 5, 6: © Shutterstock
 Page 8: © Région de Västerbotten
 Page 10: © Gouvernement de Galice
 Page 11: © Biofabri
 Pages 14-17: Pays-Bas © Province du Limbourg; Irlande © Assemblée régionale du Sud; Hongrie © Bureau du premier ministre;
 Autriche © Land de Basse-Autriche; France © Emmanuel Pain;
 Italie © Région de Lombardie
 Page 19: © BEI
 Page 21: © Alexandra Weckwerth
 Page 22: 1 © Dejan Ristovski; 2 © Toms Kalniņš, Chancellerie du président de Lettonie; 3 © URBACT
 Page 23: 4 © Designlab/réf. av. Etcetera Design; 5 © Programme de coopération transfrontalière entre la Hongrie et la Croatie; 6 © ESPON
 Page 24: 7 © AECT-Hospital de Cerdanya/GECT-Hôpital de Cerdagne; 8 © Shutterstock; 9 © Rick Keus
 Page 25: 10 © IPA – Programme de coopération transfrontalière; 11 © Thinkstock/Ivan Ekushenko; 12 © Flood-wise
 Page 26: 13 © Innofinanz-Steiermärkische Forschungs- und Entwicklungsförderungsges m.b.H.; 14 © Ndoeljindoel; 15 © Thinkstock
 Page 27: © Parlement européen
 Page 30: © ADT-ATO (Reporters)
 Page 34: image fournie par Wave Hub Ltd.
 Pages 36-39: © IBGE; © STELIA Aerospace/Cyrille Struy; © Polskie Sieci Elektroenergetyczne S.A./Dariusz Krzosek; © Superfast Cymru/Johnnie Pakington

Ce magazine est imprimé en français, en anglais et en allemand sur papier recyclé. Il est disponible en ligne dans 22 langues à l'adresse

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/information/publications/panorama-magazine/

Le contenu de ce numéro a été finalisé en juin 2015.

NOTE

Ni la Commission européenne, ni aucune personne agissant en son nom, ne pourra être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans la présente publication, ni des erreurs éventuelles qui, malgré le soin apporté à la préparation et au contrôle de cette publication, pourraient s'y glisser. Cette publication ne reflète pas nécessairement l'avis ou la position de la Commission européenne.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2015

ISSN 1725-8316

© Union européenne, 2015

La reproduction est autorisée, moyennant mention de la source.

L'utilisation et la reproduction de tout matériel émanant d'une tierce partie, protégé par le droit d'auteur et identifié comme tel requièrent la permission du (des) détenteur(s) des droits d'auteur.

Printed in Belgium



▶ ÉDITORIAL

Corina Crețu
Commissaire européenne
en charge de la politique régionale

La stratégie européenne pour un marché unique du numérique pourrait stimuler la croissance et créer 3,8 millions d'emplois par an grâce au rôle central que jouent les fonds structurels et d'investissement européens dans sa mise en œuvre.

Le FEDER et le Fonds de cohésion investiront plus de 20 milliards d'euros au cours de la période 2014-2020 dans les différents modules qui constitueront le marché unique du numérique. Cette édition de *Panorama* met bien en évidence à quel point la politique de cohésion peut aider à concrétiser cette vision.

Permettre l'émergence d'une «société connectée» est essentiel pour la croissance et le développement en Europe. Les investissements dans les services et dans les infrastructures qui sous-tendent cette société connectée permettront aux citoyens européens d'accéder à des services numériques dans les domaines de l'administration, de l'inclusion, de la culture, de la santé et de la justice.

Ces investissements constituent des éléments clés des plans généraux de la Commission visant à créer un marché unique du numérique. Toutefois, pour recevoir des financements, les propositions des États membres devront s'intégrer dans une stratégie politique ciblée et bien conçue.

Il est important que les investissements dans les TIC soient pleinement coordonnés entre les niveaux régionaux et nationaux. Afin d'améliorer la capacité stratégique des États membres et de partager les meilleures pratiques, la Commission a octroyé une aide substantielle en vue d'aider à préparer des stratégies nationales pour la croissance numérique.

Les 25 ans d'Interreg

Cette année, nous célébrons le 25^e anniversaire de la coopération territoriale européenne. Au fil des ans, le programme de financement Interreg a été vivement apprécié et a soutenu les efforts de coopération entrepris par les régions et les villes pour rassembler les gens et développer des solutions communes à des problèmes communs, que ce soit dans le domaine de l'innovation, de la santé, des infrastructures, de l'éducation, de la formation ou de l'énergie. Ce numéro présente certaines de ces initiatives et montre bien qu'Interreg est sans aucun doute devenu l'un des éléments clés de la politique de cohésion européenne.

Toute une série d'événements célèbrent déjà cet anniversaire, dont le temps fort sera la conférence «25 years of Interreg», qui se tiendra à Esch-Belval, au Luxembourg, les 15 et 16 septembre. Ce sera l'occasion de célébrer les réalisations de ce dernier quart de siècle. Ce sera aussi l'occasion de réfléchir sur notre vision de la future initiative «Interreg 2040». En outre, une consultation publique de trois mois sera lancée pour examiner les défis politiques auxquels les régions frontalières sont confrontées, les préoccupations des populations qui y vivent et les obstacles qu'il leur reste à surmonter.

Nouvelles avancées sur les programmes opérationnels

Des progrès continus sont réalisés dans le processus d'adoption des programmes opérationnels des États membres, financés par les fonds ESI. La plupart des propositions ont été adoptées et les programmes restants devraient recevoir le feu vert d'ici la fin de l'année 2015, permettant de procéder à des investissements pour commencer à travailler sur plusieurs priorités clés de l'UE, notamment la sécurité énergétique, l'action climatique, l'économie numérique, le développement urbain et le soutien aux PME.

▶ LA POLITIQUE DE COHÉSION OCCUPE UNE POSITION CENTRALE DANS LA MISE EN PLACE DU MARCHÉ UNIQUE DU NUMÉRIQUE EN EUROPE

Le développement du marché unique du numérique constitue désormais une priorité pour l'Union européenne dans ses efforts pour stimuler la compétitivité et la croissance, un objectif dans lequel la politique de cohésion et les fonds structurels et d'investissement européens (ESI) joueront un rôle de premier plan.

Un budget de plus de 20 milliards d'euros sera débloqué par le FEDER et le Fonds de cohésion pour la période 2014-2020 en vue d'investir dans les différents modules du marché unique du numérique.

Il est essentiel d'investir dans le domaine des infrastructures et réseaux numériques à très haut débit, qui recevra environ un tiers des fonds disponibles, soit un montant d'environ 6 milliards d'euros. Un maximum de 10 milliards d'euros sera investi dans l'économie numérique en vue de développer des produits et services liés aux TIC et d'alimenter le marché du commerce électronique. En outre, deux milliards d'euros seront consacrés au développement de la «société connectée» pour promouvoir l'expansion continue de services en ligne dans les domaines de l'administration, de l'inclusion, de la culture, de la santé et de la justice en ligne.

Ces investissements constituent des éléments clés des plans d'ensemble de la Commission visant à créer un marché unique du numérique, susceptible de favoriser la croissance économique à hauteur de 250 milliards d'euros.

Des fonds seront également disponibles pour soutenir la mise en œuvre des initiatives législatives liées au marché unique du numérique,

ainsi que pour renforcer la capacité administrative des États membres à appliquer la législation.

Les fonds ESI permettront également de mobiliser des fonds supplémentaires auprès de sources publiques et privées nationales afin d'accélérer l'impact positif du marché unique du numérique dans toutes les régions. Ces investissements devraient aider les États membres, les entreprises et les citoyens à tirer le meilleur parti des opportunités offertes par le marché unique du numérique.

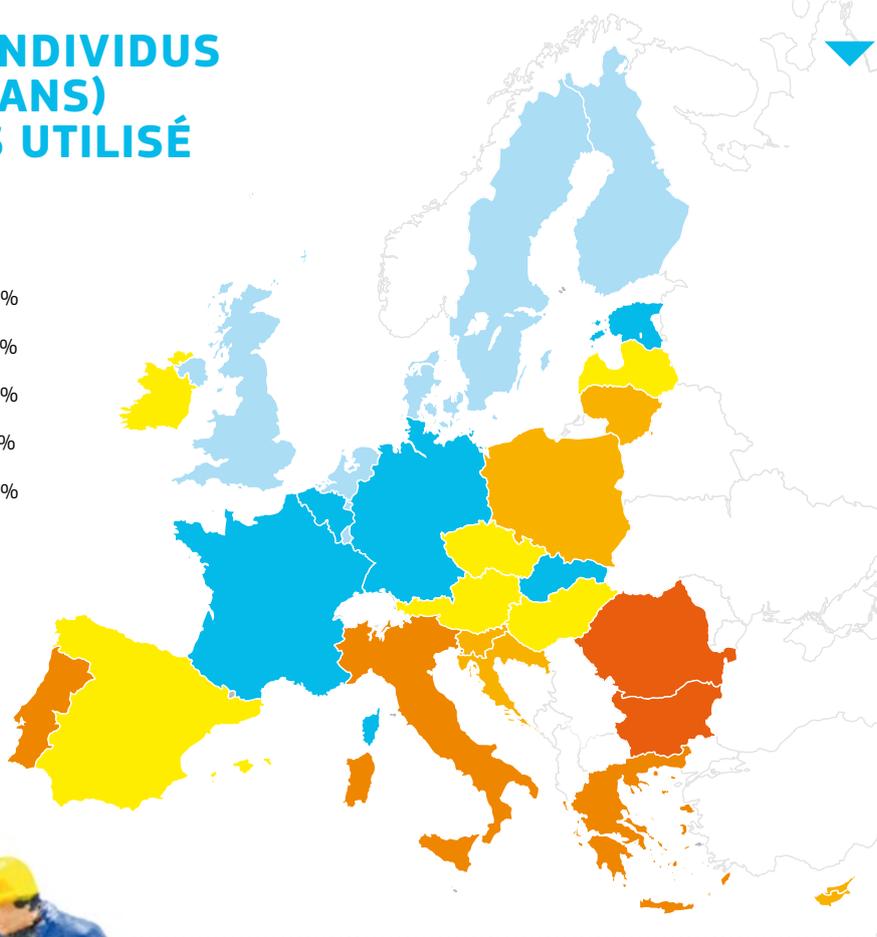
Le développement des services à haut débit: les progrès accomplis jusqu'à présent

Des investissements considérables ont été consentis dans les infrastructures des TIC au cours de la période de financement 2007-2013, permettant notamment de raccorder plus de 5 millions de personnes au réseau à haut débit. Ces investissements ont également permis de soutenir plus de 20000 projets liés aux TIC.



POURCENTAGE D'INDIVIDUS (ÂGÉS DE 16 À 74 ANS) QUI N'ONT JAMAIS UTILISÉ INTERNET (2014)

DK	2,62%	AT	15,1%	PT	30,5%
LU	4,05%	CZ	15,7%	IT	31,5%
NL	4,95%	IE	16,3%	EL	32,9%
FI	5,52%	LV	20,6%	BG	37,1%
UK	5,53%	ES	21,4%	RO	38,6%
SE	5,5%	HU	21,5%		
DE	11%	SL	24,1%		
FR	12,1%	LT	25%		
EE	12,4%	HR	27,7%		
BE	12,9%	CY	28%		
SK	14,6%	PL	28,1%		



Source: Eurostat, enquête communautaire sur l'utilisation des TIC



La plupart des coûts de déploiement du très haut débit découlent de l'utilisation d'infrastructures «passives» existantes, de la présence de goulets d'étranglement résultant d'une mauvaise coordination des travaux de génie civil, de la complexité des procédures de délivrance des autorisations, etc. Pour réduire les coûts de déploiement futurs des réseaux à très haut débit, il sera obligatoire d'inclure la capacité de la fibre optique en termes de débit lors de la construction des infrastructures physiques destinées aux services publics, comme le gaz et l'électricité. Tous ces travaux devront se conformer à la directive de l'UE en la matière (directive 2014/61/UE) à partir du mois de juillet 2016.

Focalisation sur les régions rurales

Les investissements dans les infrastructures à haut débit en zone urbaine se révèlent généralement assez rentables et ne nécessitent aucun soutien public. L'intervention des fonds ESI se concentre donc sur les zones rurales.

Le FEDER et le Fonds européen agricole pour le développement rural sont en mesure de financer l'expansion du haut débit, et la Commission élabore actuellement un mécanisme de coordination qui permettra d'utiliser ces facilités de financement de manière optimale.

Les projets doivent être techniquement réalisables et ne pas enfreindre les règles de la concurrence. Le respect du cadre de l'UE en matière d'aides d'État est une question importante.

DES PROJETS FINANCÉS PAR L'UE CONTRIBUANT À LA CRÉATION DU MARCHÉ UNIQUE DU NUMÉRIQUE



► LES RÉSEAUX À HAUT DÉBIT

Projet RAIN, Lituanie

Le haut débit est actuellement déployé en Lituanie en vue de fournir un accès rapide et performant à Internet dans 98% des zones rurales. Le projet RAIN visait à améliorer l'accès au haut débit dans les zones rurales et à atteindre 98% de couverture pour le haut débit en Lituanie d'ici 2014. Quelque 4400 km de câbles à haut débit ont été posés, conjointement à l'installation d'une infrastructure de réseau et de 775 points de connexion dans les sous-districts et les municipalités. Grâce à cela, 660000 citoyens (20,6% de la population du pays), 2000 entreprises et 9000 institutions publiques bénéficient désormais du haut débit. La création de réseaux de transmission (comme le «kilomètre intermédiaire») dans les zones non desservies a réduit les barrières à l'entrée (en abaissant les coûts d'investissement) pour les opérateurs commerciaux, les encourageant ainsi à étendre la couverture du réseau à haut débit aux zones rurales les plus reculées. Le projet RAIN permet également à de nombreuses institutions publiques (p. ex.: 524 bibliothèques publiques) de bénéficier d'une connectivité, contribuant ainsi à l'augmentation de l'alphabétisation numérique dans les segments de la population menacés par l'exclusion.



► CONNECTIVITÉ RAPIDE À INTERNET DANS LES ZONES RURALES

Projet B4RN, Royaume-Uni

Dans le Lancashire, au Royaume-Uni, 20 petits villages et quelques fermes environnantes sont désormais connectés grâce au projet B4RN. Plus de 2000 personnes ont accès à des services Internet

d'une vitesse d'un gigaoctet par seconde pour seulement 30 GBP par mois. Essentiellement rural, le Lancashire est la septième région la plus pauvre d'Europe du Nord; elle est représentative de nombreuses régions qui pourraient bénéficier d'un accès de base au haut débit. En équipant les zones rurales avec des connexions à l'épreuve du temps, l'Europe pourra tirer profit d'une infrastructure concurrentielle susceptible d'engendrer d'innombrables retombées positives, une agriculture moins coûteuse et de meilleure qualité notamment, inversant le dépeuplement de l'Europe en promouvant le travail à distance, en stimulant le tourisme et le commerce électronique et en préservant le tissu social en milieu rural. Des services Internet rapides sont essentiels pour l'accès aux services de santé et d'administration en ligne.

► LES SERVICES D'ADMINISTRATION EN LIGNE ET LES DONNÉES OUVERTES

Open Data Gencat

Le gouvernement catalan publie des informations du secteur public sur son portail en vue de favoriser leur utilisation et la réutilisation des informations. Les informations accessibles sont fournies par différents organismes publics du gouvernement catalan et sont regroupées dans un catalogue de données facilement consultable. Les données sont disponibles dans différents formats, standard pour la plupart, afin qu'elles puissent être réutilisées facilement. Le portail propose actuellement plus de 1400 fichiers de données fournis par 15 autorités et départements publics régionaux (p. ex.: des cartes, des informations touristiques, des indicateurs socio-économiques, des offres d'emploi et des événements culturels).

► SANTÉ EN LIGNE

Plateforme d'innovation en matière de santé

C'est en Galice que l'on trouve l'un des exemples les plus remarquables de l'utilisation des fonds ESI dans le domaine de la santé en ligne: la plateforme d'innovation en matière de santé. Cette plateforme soutient des projets qui développent des soins de santé innovants par le biais de mécanismes de marchés publics de l'innovation (MPI). La plateforme a également vu le développement du système IANUS pour le traitement électronique des dossiers médicaux, un système qui rend les informations cliniques disponibles à tous les centres de santé, hôpitaux et pharmacies de Galice (au total, 36000 professionnels de la santé y sont connectés).

Dans les régions où le marché ne génère pas les investissements d'infrastructure nécessaires, le recours aux aides d'État est autorisé sous réserve d'une évaluation.

Les produits liés aux TIC et le commerce électronique

L'un des domaines cibles du futur financement consiste à renforcer les applications TIC dans les domaines de l'administration, de l'apprentissage, de l'inclusion, de la culture et de la santé en ligne. Les mesures liées aux TIC peuvent également bénéficier d'une aide dans le cadre d'autres objectifs thématiques et sont également incluses dans de nombreuses stratégies de spécialisation intelligente. En mettant sur pied une stratégie de spécialisation intelligente bien conçue, les régions peuvent identifier les priorités d'investissement dans les TIC les plus pertinentes pour leur territoire.

Les fonds structurels et d'investissement européens sont considérés non seulement comme une aide financière, mais aussi comme un outil politique permettant aux autorités publiques de définir leur stratégie et de planifier leurs efforts en termes d'investissements et de services administratifs.

Plans numériques stratégiques

Les exigences de la politique de cohésion réformée pour une meilleure analyse de pré-investissement (conditions *ex ante*) stimulent efficacement la réflexion sur les besoins d'investissement dans le haut débit et ont permis une approche plus stratégique, basée sur les faits, des investissements numériques.

Les propositions de financement doivent s'inscrire dans une stratégie politique globale, ciblée et bien conçue qui tienne compte de tous les actifs nationaux/régionaux, des avantages concurrentiels et du potentiel commercial.

Il est important que les investissements dans les TIC soient pleinement coordonnés entre les niveaux régionaux et nationaux. Pour pallier les faiblesses de la politique/capacité stratégique de nombreux États membres et partager les meilleures pratiques, la Commission a fourni une aide substantielle en vue d'aider à préparer des stratégies nationales pour la croissance numérique.

Cartographie des priorités

Un projet de cartographie complète des priorités en matière d'innovation et des stratégies de spécialisation a été entrepris au sein de l'UE. Celui-ci se base sur une analyse de l'actuelle génération de stratégies d'innovation pour une spécialisation intelligente (RIS3), qui sont la pierre angulaire de la politique de cohésion réformée. Au cours de la période de programmation 2014-2020, les décideurs politiques régionaux et nationaux devront développer un RIS3 avant d'investir les ressources du FEDER dans la recherche et l'innovation.

Cette approche permet de mobiliser des fonds publics et privés et de les orienter vers les objectifs prioritaires de la

spécialisation intelligente, identifiés par le biais d'un processus de découverte entrepreneuriale.

Environ 15% des objectifs prioritaires des RIS3 seront orientés vers les TIC. La Pologne, l'Italie, l'Espagne, la Grèce et le Portugal se concentrent davantage sur les TIC dans leurs RIS3 régionales et nationales. La masse de données (ouvertes), les villes et réseaux intelligents, la sécurité informatique, la santé en ligne, les services touristiques en ligne et l'industrie 4.0 figurent parmi les priorités les plus fréquemment choisies.

Les services d'administration en ligne

La nouvelle stratégie de l'UE dans le domaine des services d'administration en ligne se concentrera sur des actions urgentes, comme l'interconnexion des registres du commerce, le développement du principe d'«envoi unique» et la mise en place d'une «passerelle numérique unique».

Le principe d'«envoi unique» entend donner la possibilité aux individus et aux entreprises de ne fournir des informations à une administration publique qu'une seule fois. L'objectif est de réduire les formalités administratives pour que les utilisateurs ne soient pas obligés de fournir les mêmes données et de remplir les mêmes formulaires encore et encore.

Il faut accélérer la transition vers des passations de marché entièrement électroniques et vers des signatures électroniques interopérables, celles-ci permettant des interactions électroniques fiables et transparentes qui bénéficient notamment aux petites entreprises innovantes et aux nouvelles PME. À partir du mois de septembre 2018, les offres de marchés publics devront être soumises par voie électronique.

L'actuel plan d'action pour des services d'administration en ligne prendra fin en 2015. Ce plan, qui vise à moderniser l'administration publique, est un important outil de coordination entre les États membres et la Commission. Il a notamment permis de grandes avancées dans le domaine de l'identification électronique, garantissant l'identité d'une personne en ligne tout en veillant à ce que ses données soient traitées de manière sécurisée.

Une meilleure connexion des services d'administration en ligne permettra de réduire les formalités administratives, non seulement au sein de l'administration publique, mais aussi pour les citoyens et les entreprises. En outre, les services d'administration en ligne qui sont développés dans les différents États membres devraient être en mesure de communiquer entre eux et ainsi éviter de se développer de manière isolée. Il est également important que les investissements dans les services d'administration en ligne se fassent en parallèle à la réforme et à la modernisation du secteur public, de manière à améliorer l'efficacité et la convivialité de ces services pour l'utilisateur sans se contenter de simplement numériser la bureaucratie.

► POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/newsroom/news/2015/05/cohesion-policy-supports-the-digital-single-market



► Umeå Hamn, où des liaisons vers le port extérieur ont été mises en place sous la forme d'une ligne ferroviaire électrifiée et de réaménagements de l'autoroute E12. Ces investissements ont renforcé la plateforme logistique d'Umeå.

► ÖVRE NORRLAND

UNE RÉGION FAIBLEMENT PEUPLÉE MAIS INNOVANTE



géographique qui est la patrie historique du peuple lapon. Panorama s'est entretenu avec Erik Bergqvist, président du conseil régional, Västerbotten.

La région d'Övre Norrland, en Suède, fait partie des régions septentrionales à faible densité de population (NSPA). La région correspond à environ 10% de la superficie totale des terres de l'UE, mais à moins de 0,5% de sa population totale. L'Övre Norrland se compose des comtés de Västerbotten et de Norrbotten et inclut une partie de la Laponie, la zone

► Comment se sont déroulées les négociations pour l'adoption du programme opérationnel (PO) 2014-2020 d'Övre Norrland? Qu'est-ce qui est différent cette fois-ci par rapport aux négociations précédentes?

Le comté de Västerbotten a coordonné l'élaboration et la rédaction du PO du FEDER dans l'Övre Norrland. Le contenu du programme se base sur les stratégies régionales de développement, adoptées récemment après une vaste consultation aux niveaux local, régional et national et en conformité avec le Code de conduite européen sur le partenariat et avec les fonds structurels et d'investissement européens.

La rédaction du programme et les négociations nationales ont duré jusqu'au printemps 2014. Le ministère suédois de l'entreprise et de l'innovation a ensuite entamé un dialogue avec la DG de la politique régionale et urbaine de la Commission européenne et reçu des contributions des rédacteurs du PO régional au cours du processus.

Les négociations ont été intenses, approfondies et soumises à des délais serrés. Les discussions les plus larges ont porté sur les façons de procéder à des investissements de petite ampleur mais néanmoins essentiels dans le haut débit et dans les infrastructures de transport, au profit des entreprises de la région. Cette discussion nous a surpris, le Parlement européen et le Conseil des ministres ayant déjà exprimé leur soutien à ce type d'investissement dans notre région. Nous sommes ravis que nos propositions aient finalement été incluses dans le PO.

La stratégie Europe 2020 et le principe de partenariat ont guidé le travail de programmation, ce qui n'a pas été le cas lors des précédentes négociations. Malheureusement, la fonction de coordination et de guidage pour laquelle l'accord de partenariat a été conçu s'est révélée faible dans le travail de programmation suédois. L'accent mis sur quelques priorités et résultats est également nouveau, bien que positif, mais l'Övre Norrland aurait souhaité un peu plus de souplesse en matière de gestion afin d'être en mesure de mieux répondre aux besoins régionaux réels. Nous voulons vraiment nous en tenir à la stratégie Europe 2020 et au principe de partenariat

lors des prochaines négociations, et nous espérons que plus de temps sera consacré à la préparation et à l'enquête relatives à l'adaptation régionale.

L'Övre Norrland a bénéficié d'une excellente relation de travail et d'un très bon dialogue avec la Commission au fil des ans, mais aurait souhaité que la communication et les négociations soient menées à un degré supérieur, sous la forme de discussions tripartites qui auraient englobé les rédacteurs du PO régional. Nous pensons que cela aurait simplifié le processus de négociation et que cela nous aurait permis de définir plus clairement les conditions spécifiques qui prévalent dans notre région à faible densité de population.

► En quoi la politique de cohésion peut-elle contribuer au développement économique de votre région ?

L'Övre Norrland est une région forte, particulière et prometteuse. Les entreprises et les institutions universitaires utilisent et/ou critiquent les conditions climatiques et géographiques, comme le froid, les hivers sombres, la distance, la démographie et la dispersion, pour susciter l'innovation et l'esprit d'entreprise. Les distances sont grandes au sein de la région et vers les marchés extérieurs, mais l'Övre Norrland peut compter sur de nombreuses ressources naturelles attrayantes, comme des minéraux, la sylviculture et l'énergie. à côté des pôles d'entreprises plus traditionnels, on retrouve une industrie créative en pleine expansion dans les domaines des TIC et de la culture, dont les processus requièrent davantage de soutien en vue de créer de nouveaux pôles d'innovation, plus importants, dans cette région de pointe située aux confins de l'Europe.

Grâce à la politique de cohésion, la région sera en mesure d'accroître la compétitivité et l'emploi dans ses domaines de prédilection (spécialisation intelligente). En soutenant davantage l'innovation, les entreprises et les pôles, en améliorant les communications, en stimulant l'utilisation de la technologie numérique et en développant la coopération commerciale internationale, l'Övre Norrland peut contribuer à la poursuite du développement et au maintien de l'attractivité de sa région et du reste de l'Europe.

► Quels sont les avantages et les inconvénients de la nouvelle approche, qui consiste à combiner différents fonds et instruments financiers ? Comment assurez-vous la cohérence et la complémentarité ?

L'Övre Norrland salue les ambitions de la Commission en ce qui concerne la coordination des fonds, qui se traduisent par de nouvelles opportunités et solutions pour l'optimisation des ressources et par un développement plus cohérent du domaine du programme. Toute avancée engrangée par un projet est susceptible d'accroître son pouvoir et son influence en attirant des investissements issus d'autres fonds ou en renforçant ses capacités à participer à des programmes sectoriels de l'UE comme Horizon 2020, COSME et CEF.

Nous pensons que la structure du programme suédois, avec son principe instituant un seul fonds par programme, géré par plusieurs autorités et basé dans différentes zones géographiques

(niveau NUTS), dans lesquelles certains PO sont régionaux, tandis que d'autres sont nationaux tout en comportant des plans régionaux, rend difficile la garantie d'une bonne coordination entre les fonds. La méthode actuelle de coordination des fonds évite les chevauchements mais ne parvient pas à créer une interaction entre les différents fonds qui permettrait de les valoriser davantage. L'Övre Norrland préconise donc le développement de programmes à fonds multiples.

► Il existe un consensus sur la nécessité de simplifier la gestion des fonds européens. Concrètement, comment votre région peut-elle contribuer à la réalisation de cet objectif ?

Il est essentiel de renforcer le rôle des régions pendant la mise en œuvre et la gestion des programmes suédois financés par les fonds ESI. Les autorités responsables du développement régional dans les domaines respectifs des programmes sont tout à fait appropriées pour accroître leur influence.

À l'échelle régionale, il est urgent d'aider les demandeurs qui réclament des fonds dans le cadre d'un projet à trouver « une voie unique ». Les demandes devraient être basées sur ce qui sera accompli et sur la façon dont le projet respecte les objectifs régionaux, nationaux et européens, et, à partir de là, être en mesure de mettre en place les financements appropriés.

Les demandeurs estiment qu'il est difficile de s'y retrouver dans le système de financement existant et disposent rarement des capacités et des ressources nécessaires au développement d'une idée de projet. Cependant, les régions peuvent, à l'aide de plateformes et de forums visant à susciter des idées, aider, conseiller et orienter le demandeur vers le bon financement, l'aider à aller au bout du processus et lui fournir des conseils sur la façon de formuler une demande et sur la manière dont un projet devrait être documenté. Nous encourageons l'harmonisation des règles, des formulaires, des coûts d'examen, etc.

► Maintenant que le PO a été adopté, quelles sont les prochaines étapes ?

La priorité doit être d'encourager de nouvelles idées de projets, de favoriser les projets les plus importants, mais aussi de planifier et de se préparer à la prochaine période de programmation. L'une des étapes de ce processus a consisté à nous associer avec les 13 autres régions de la zone NSPA pour lancer une étude de l'OCDE visant à cartographier et à analyser les conditions, les défis et les opportunités de développement dans les régions les plus septentrionales de la Norvège, de la Suède et de la Finlande. Nous serons ravis de vous fournir plus de détails sur cette étude de l'OCDE en temps voulu.

► POUR EN SAVOIR PLUS

<http://regionvasterbotten.se/toppmeny/om-oss/in-english/>

► PLEINS FEUX SUR LA GALICE: DE LA CONVERGENCE À LA COMPÉTITIVITÉ



Les investissements de la politique de cohésion consentis au cours des 25 dernières années, ainsi que la gestion saine des fonds européens, ont aidé la Galice à surmonter son isolement, à la fois en Espagne et en Europe. Alberto Núñez Feijóo, président de la région, aborde avec Panorama les défis auxquels la Galice sera confrontée

au cours de la nouvelle période de programmation et l'attention que portera la région aux objectifs visant à poursuivre son développement.

► Comment se sont déroulées les négociations pour l'adoption du programme opérationnel (PO) 2014-2020 de la Galice? Qu'est-ce qui est différent cette fois-ci par rapport aux négociations précédentes?

La préparation du programme opérationnel FEDER 2014-2020 «Galice» a impliqué un intense processus de consultation entre les représentants des administrations européenne, nationale et régionale. Les partenaires sociaux et économiques et les représentants de la société civile de Galice ont également participé à ce processus par le biais d'un site Internet et d'une messagerie électronique dédiés, mis en place exclusivement pour leur permettre de contribuer à divers éléments du programme.

Le principal changement a consisté à renforcer l'approche stratégique de programmation du FEDER en Galice et à orienter clairement le programme sur les résultats. Pour la première fois, le PO sera géré exclusivement par la Communauté autonome, tandis que les organismes gouvernementaux de l'État seront responsables de la gestion des PO plurirégionaux, en vertu des critères de complémentarité.

En outre, nous avons rejoint le groupe des «régions les plus développées». Ce filet de sécurité est essentiel car il permettra une transition en douceur et, en même temps, maintiendra l'effet de levier des fonds ESI, profitant à la fois des taux de cofinancement et des structures de concentration thématique, caractéristiques des régions en transition les moins développées.

► En quoi la politique de cohésion peut-elle contribuer au développement économique de votre région?

Les investissements de la politique de cohésion en Galice nous ont aidés, au cours des 25 dernières années, à converger vers l'UE. Nous souhaitons continuer à investir dans les objectifs qui contribuent le plus au développement de notre région, pour parvenir à une croissance durable à moyen et long terme, sur la base d'un modèle de production créateur d'emplois et à forte intensité de connaissances disposant d'une valeur ajoutée supérieure. Nous devons également nous préparer à surmonter un défi fondamental qui touche l'ensemble du continent: inverser la situation démographique.

Il y a quelques décennies, notre principal défi consistait à surmonter l'isolement de l'Espagne et de l'Europe. Aujourd'hui, il s'agit d'améliorer notre compétitivité, conformément à la stratégie Europe 2020 et à notre stratégie de spécialisation intelligente.

Le nouveau PO arrive à un moment crucial où l'on perçoit les signes d'un redressement de notre économie. En même temps, les conséquences de la crise persistent. Cette situation nécessitera que l'on accomplisse un vrai travail de fond en vue d'élaborer des actions prioritaires.

En bref, nous devons utiliser les ressources du programme de sorte à obtenir une efficacité maximale et le plus grand impact possible.

► Quels sont les avantages et les inconvénients de la nouvelle approche, qui consiste à combiner différents fonds et instruments financiers? Comment assurez-vous la cohérence et la complémentarité?

Concentrer des règles communes à tous les fonds ESI dans un seul règlement a facilité la vie des organismes responsables de la planification et de la programmation. En encourageant une utilisation intégrée des fonds, cela favorise également une plus grande complémentarité, une plus grande coordination et une plus grande cohérence entre les différentes interventions.

Afin de garantir la coordination nécessaire entre les différents instruments gérés en Galice, un comité de coordination des fonds, tenant lieu d'organe consultatif interministériel, a été mis sur pied en 2007-2013 pour tirer le meilleur parti de ces ressources.



► Le soutien apporté par le FEDER à la société biopharmaceutique Biofabri, pour l'achat d'équipements et l'acquisition d'installations lui permettant d'ouvrir un laboratoire de fabrication de probiotiques, souligne l'accent mis par la Galice sur les investissements novateurs axés sur la croissance des entreprises.

Les différents ministères impliqués dans les questions liées au FEDER (TIC, R&D, économie sobre en carbone) ont accompli d'énormes efforts en matière de coordination afin d'assurer la complémentarité des différentes actions financées par le FEDER.

Nous proposons de soutenir les PME à l'aide d'un modèle hybride faisant appel tant à des instruments financiers qu'à des subventions. Nous devrions avoir recours à des instruments ayant un plus grand impact sur le développement et trouver des moyens d'accroître les financements axés sur la croissance, indépendamment de la méthode de mise en œuvre utilisée.

Notre PO préconise l'utilisation d'instruments financiers, en particulier dans les domaines de l'innovation et de la compétitivité, dont plus de 50% des allocations octroyées en soutien à des PME devront l'être dans le cadre de subventions non remboursables. Au cours de la période 2007-2013, nous avons lancé un instrument JEREMIE qui servira de modèle à la mise en œuvre de nouveaux instruments financiers dans le nouveau cadre.

Par ailleurs, ces ressources seront complétées par des interventions du PO «Initiative PME», qui espère mobiliser plus de 4 milliards d'euros de prêts dans toute l'Espagne.

► **Il existe un consensus sur la nécessité de simplifier la gestion des fonds européens. Concrètement, comment la Galice peut-elle contribuer à la réalisation de cet objectif?**

L'avis intitulé «Recommandations pour une meilleure maîtrise des dépenses», que j'ai présenté au Comité des régions en octobre 2013, encourageait les autorités régionales et sous-régionales à poursuivre la réduction de la charge administrative, à l'aide de mesures telles que la mise en place de coûts standard, de rapports et contrôles simplifiés, de procédures standardisées ou encore la mise en œuvre de «güichets uniques».

En Galice, nous avons appliqué ces propositions de simplification de la gestion en réduisant le nombre d'organismes impliqués dans la mise en œuvre du PO et en favorisant les propositions directement qualifiées pour chaque priorité.

En 2009, la Galice a fait œuvre de pionnier en introduisant un modèle de coûts standard pour financer les dépenses d'éducation et en utilisant des coûts standard pour justifier des investissements. Cette approche a amélioré le système de justification des dépenses, réduisant les ressources humaines et matérielles consacrées aux tâches administratives et améliorant l'efficacité des procédures de gestion.

En 2014-2020, en réduisant le fardeau administratif et en nous concentrant sur les résultats, nous améliorerons l'utilisation des options de coûts simplifiés dans des domaines comme la recherche et l'innovation. Nous nous dirigeons également vers la consolidation des services d'administration en ligne, conformément au modèle de cohésion électronique.

► **Maintenant que le PO a été adopté, quelles sont les prochaines étapes?**

L'approbation du PO FEDER 2014-2020 «Galice» a marqué un tournant pour les instances chargées de veiller à la bonne gestion du programme. Le principal défi est maintenant de mettre en place un système de gestion et de contrôle sain et efficace, en réunissant les conditions propices pour atteindre les résultats escomptés et assurer que les financements européens se concentrent sur des projets à forte valeur ajoutée.

Une fois toutes les structures de gestion mises en place, près de deux ans se seront écoulés depuis le début de la période de programmation. Un défi supplémentaire qui nous obligera à redoubler d'efforts pour accélérer le rythme.

► **POUR EN SAVOIR PLUS**
www.xunta.es

▶ ÉVALUATION DU FINANCEMENT DE LA POLITIQUE DE COHÉSION

CE QUE LES ÉCONOMISTES PEUVENT NOUS DIRE AUJOURD'HUI

Le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds de cohésion et le Fonds social européen (FSE) sont les principaux outils disponibles à l'échelle de l'UE qui permettent de soutenir la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Mais de quelle manière ces fonds doivent-ils être investis afin de maximiser leur impact sur la croissance et l'emploi?

Cette question est particulièrement pertinente lorsque les budgets nationaux sont soumis à une telle pression et lorsque le financement par habitant de ces trois fonds réunis, en termes réels, a baissé de 16% au cours de la période 2014-2020 par rapport à la période précédente.

Afin d'évaluer l'utilisation des ressources du FEDER et du Fonds de cohésion au cours de la période 2007-2013, la Commission a rassemblé un groupe d'éminents universitaires en janvier 2015.

Cette réunion visait à évaluer les opinions exprimées par les économistes sur la manière de dépenser au mieux le financement disponible de l'UE en vue d'atteindre le double objectif de la croissance et de la création d'emplois.

La théorie économique, selon eux, ne fournit pas d'explication simple aux différents taux de croissance enregistrés dans les différents pays et régions. Toute une série de facteurs et de conditions entrent en compte, dont l'importance varie dans le temps et l'espace. Dès lors, il est peu probable d'obtenir des résultats en adoptant des politiques qui ont fait recette ailleurs. Cette stratégie pourrait même produire des effets pervers opposés. Le fait que des régions affichent le même niveau de PIB par habitant ne signifie pas que la même combinaison de mesures doit être appliquée.

Pour identifier la combinaison de mesures la plus appropriée, il est nécessaire d'avoir une connaissance approfondie des différents facteurs à l'œuvre et des conditions existantes dans la région concernée. Les approches ascendantes se sont souvent révélées plus efficaces que les approches descendantes.

La crise a également contribué à ancrer les inégalités et l'exclusion sociale, ce qui nuit à la cohésion sociale, mais tout

autant aux perspectives de croissance économique. Dans de nombreux pays, les Fonds structurels et d'investissement européens constituent la principale source de financement, voire la seule, qui permette de s'attaquer à ce problème.

Où et comment investir?

Les universitaires se sont penchés sur la meilleure manière d'investir ces fonds et d'en maximiser l'impact sur la croissance et l'emploi. L'analyse des répercussions que peut avoir une politique donnée varie énormément en fonction des données utilisées, des méthodes d'estimation appliquées et des périodes prises en compte.

Dans la pratique, notre compréhension des circonstances dans lesquelles la politique régionale se révèle efficace est limitée. Cela s'explique en partie par une absence d'évaluation concernant l'impact des interventions et par la difficulté d'identifier les différents liens de causalité.

Malgré cela, on continue à penser que la politique de cohésion est sur la bonne voie pour activer les leviers de la croissance et de la création d'emplois. Un certain consensus se dégage pour dire que la politique doit poursuivre son action, mais en y apportant des améliorations dans toutes les phases de son processus.

Pour de nombreuses régions, cela commence dès la conception des programmes, qui doivent être adaptés aux besoins et aux circonstances spécifiques de la région concernée. Cela demande non seulement une compréhension des différents facteurs à l'œuvre, mais aussi une capacité de gestion stratégique et une aptitude à identifier les opportunités de développement et les moyens permettant de les concrétiser.

La clé d'une politique réussie est de faire des choses différentes dans des endroits différents, mais de suivre partout une «voie axée sur un objectif», en définissant des repères et en mesurant les progrès accomplis.

«Apporter des améliorations» signifie également qu'il est nécessaire d'améliorer la mise en œuvre de la politique, depuis sa gestion jusqu'à sa surveillance et son évaluation, par le renforcement de la capacité administrative.

Le soutien doit être axé sur la mise à niveau des activités des chaînes de valeur mondiales, à la fois en amont et en aval. En outre, une réflexion approfondie sur le type d'instrument utilisé est nécessaire.

La Commission a un rôle à jouer pour encourager l'amélioration de la mise en œuvre de la politique au moyen de mesures incitatives, en récompensant les bonnes performances par le biais, par exemple, d'une certaine forme de fonds de réserve, et au moyen de sanctions et d'un retrait du financement en cas de mauvaise performance ou de déviation par rapport à la stratégie convenue.

Quelles régions choisir pour maximiser l'impact?

En ce qui concerne le choix des régions qui doivent être financées en vue de maximiser l'effet sur la croissance et l'emploi, le débat a permis de conclure qu'aucune preuve ne soutient l'idée selon laquelle la concentration des investissements dans des zones plus avancées augmenterait le taux de croissance global. Des données récentes font état du dynamisme et de la création d'emplois dans des régions intermédiaires et périphériques de l'UE. En effet, l'OCDE rapporte que les deux tiers de la croissance de ces dernières années se sont produits en dehors des principales agglomérations.

Le retour sur investissement est potentiellement plus élevé dans la périphérie que dans les centres urbains, où un financement relativement faible peut faire une grande différence. En concentrant l'aide dans un seul type de région, un important potentiel de croissance pourrait bien rester inexploité. Le fait de concentrer l'aide dans un seul type de région pourrait bien entraîner la perte d'un important potentiel de croissance. Qui plus est, la stratégie consistant à concentrer des fonds dans un nombre limité de régions pourrait se révéler plus risquée.

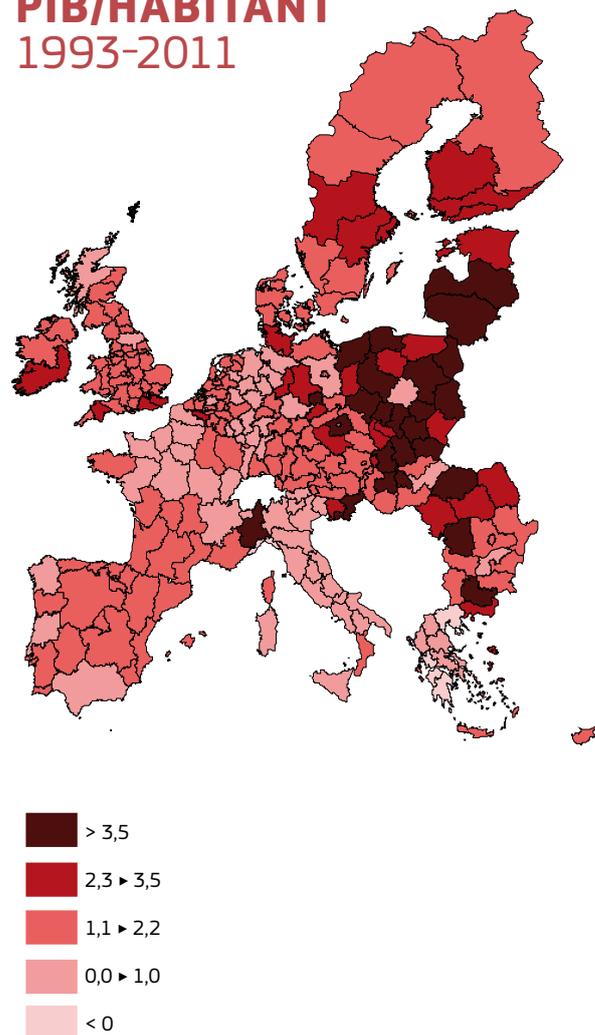
Importance du contexte institutionnel et politique

Les experts estiment que la gouvernance est importante et qu'elle doit être améliorée afin d'accroître l'efficacité des politiques. Il est difficile de mesurer la qualité d'un gouvernement, mais les résultats obtenus jusqu'à présent tendent à indiquer qu'elle est déterminante dans la réussite de la politique.

Mener une meilleure politique de cohésion dépend donc fortement de l'amélioration des institutions. De nombreux États ont clairement besoin d'un renforcement de leurs capacités, et ce, à tous les stades de la conception et de la mise en œuvre de la politique. La Commission a un rôle potentiellement important à jouer à cet égard, par le biais de conseils et de mesures incitatives.

La probabilité que cela ait un effet sur les circonstances actuelles est plus élevée aujourd'hui qu'auparavant, car les autorités nationales et régionales cherchent toutes des solutions pour sortir de la crise.

CROISSANCE DU PIB/HABITANT 1993-2011



Source: Évaluation *ex post* du FEDER/FC pour la période 2007-2013, projet de rapport

Et ensuite?

Les résultats du séminaire alimentent l'évaluation globale *ex post* de la période de programmation 2007-2013, actuellement menée par les États membres et la Commission. Au total, l'évaluation se compose de 17 modules de travail thématiques différents. La plupart de ces modules de travail incluent des séminaires avec les États membres afin de faciliter le débat pour le développement ultérieur de la politique régionale. Un rapport de synthèse sera publié au printemps 2016.

► POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/policy/evaluations/ec/2007-2013/

▶ LA PAROLE EST À VOUS

L'AVIS DES PARTIES INTÉRESSÉES SUR LA POLITIQUE DE COHÉSION 2014-2020

Panorama vous invite à envoyer vos commentaires!

Faites entendre votre voix! «**La parole est à vous**» est la section de *Panorama* où les parties prenantes à l'échelon local, régional, national et européen exposent les grandes lignes de leurs projets pour la période de programmation 2014-2020.

Panorama vous invite à envoyer vos commentaires dans votre langue. Ils figureront peut-être dans un prochain numéro. Contactez-nous pour obtenir plus d'informations sur les délais et les instructions concernant les commentaires.

▶ regio-panorama@ec.europa.eu

▶ PAYS-BAS

▶ LA STRATÉGIE D'INNOVATION DU SUD DES PAYS-BAS STIMULE LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE



La coopération économique régionale reprend vigueur dans le sud des Pays-Bas. La stratégie d'innovation régionale pour la spécialisation intelligente (RIS3) est adoptée et les choses avancent rapidement. Grâce à une collaboration intensive dans le développement de cette stratégie économique régionale, la région assiste à la création de nouveaux réseaux d'entreprises, d'institutions scientifiques, de villes, de provinces et d'organismes d'exécution tels que des chambres de commerce et des associations de développement régional.

Il existe un grand nombre de bonnes pratiques. Des chefs d'entreprises, des institutions scientifiques et le gouvernement se réunissent dans des organisations régionales tripartites et collaborent de plus en plus étroitement sur des programmes portant sur des sujets précis tels que la bioéconomie, les sciences de la vie, la logistique et l'agroalimentaire. Leurs calendriers sont harmonisés et les projets appropriés sont préparés.

Sous l'impulsion de la RIS3, plusieurs villes ont préparé une stratégie collective pour le sud des Pays-Bas en vue de la transition vers une économie sobre en carbone. En outre, les chambres de commerce et les associations de développement régional, inspirées par cette même RIS3 et par les développements mentionnés ci-dessus, unissent leurs efforts afin que tout reste transparent pour les PME dans le sud des Pays-Bas. Elles proposent un concept de services partagés et rationalisent les outils disponibles.

Les fonds européens de la politique de cohésion, qui sont importants pour la région, en particulier à une époque où les ressources du gouvernement se font rares, relancent également la collaboration dont l'économie a désespérément besoin, et ce, dans la mesure qui convient. Les trois provinces du sud des Pays-Bas (le Brabant septentrional, le Limbourg et la Zélande) ont suffisamment d'influence pour se poser en partenaire de négociation indépendant face à Bruxelles, à La Haye, à la Flandre et à la Rhénanie du Nord-Westphalie. En outre, le sud des Pays-Bas est facilement identifiable et n'entrave pas les regroupements économiques sous-régionaux sur la base de frontières provinciales floues.

Tout cela n'est pas passé inaperçu aux yeux du gouvernement néerlandais qui, fort heureusement, ne considère pas cette évolution comme une menace pour la politique économique nationale mais plutôt comme un renforcement de celle-ci. Les principaux secteurs eux-mêmes sont «gérés», au moyen de la RIS3, et obtiennent de si bons résultats que le gouvernement national est prêt à décentraliser les ressources de relance correspondantes à l'échelle du district. Le sud des Pays-Bas jouera précisément un rôle de premier plan dans ce processus.

La RIS3 est l'élément qui lie tout le reste ensemble. Rédigée selon les prescriptions de la Commission européenne, la RIS3 est vraiment devenue une pièce maîtresse de la région du sud des Pays-Bas. Ce que nous souhaitons, c'est rendre la vie et le travail dans le sud des Pays-Bas encore plus agréables qu'ils ne le sont déjà. C'est pourquoi nous promovons activement la

RIS3 et l'OPZuid à l'extérieur, dans un langage que tout le monde comprend. Non seulement pour partager notre succès, mais d'abord et avant tout pour susciter et attirer de nouvelles contributions productives.

TH. J. F. M. (THEO) BOVENS

Président du comité de surveillance du programme opérationnel 2014-2020 «Sud des Pays-Bas» (OPZuid) et gouverneur de la province néerlandaise du Limbourg

▶ IRLANDE

▶ LA RÉGION IRLANDAISE DU SUD ET DE L'EST PRIVILÉGIE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET LA RECHERCHE



Tirant profit d'une vaste expérience et d'une programmation solide en Irlande et dans ses régions, le programme opérationnel régional 2014-2020 «Région du Sud et de l'Est» a été façonné par les besoins de la région, dans le cadre de la stratégie Europe 2020.

Dans le cadre d'un certain nombre de priorités, nos partenaires prennent la tête de projets qui maintiennent la création d'emplois au centre de l'exécution du programme et qui, le cas échéant, cherchent à renforcer la position de la recherche, du développement et de l'innovation dans la région. La commercialisation de la recherche, la création d'emplois, la connectivité et le développement urbain, associés dans un engagement en faveur de la viabilité environnementale et de l'égalité, constituent le socle sur lequel repose le programme.

Dans le cadre du programme pour les centres de recherche, Science Foundation Ireland a financé quatre nouveaux centres de recherche, pour un coût de 120 millions d'euros sur cinq ans, complétés par 79 millions d'euros fournis par l'industrie. Les nouveaux centres portent sur les domaines thématiques suivants: les réseaux et les communications du futur (CONNECT) à Dublin, les plateformes, contenus et applications numériques (ADAPT), les logiciels (LERO) et les géosciences qui sous-tendent le développement économique durable (iCRAG). L'objectif est de développer des centres de recherche de portée mondiale à grande échelle, conformes aux 14 domaines de recherche

prioritaires identifiés lors de la détermination des priorités de recherche qui généreront un impact économique majeur pour l'Irlande et ses régions.

« Le programme national pour le haut débit (National Broadband Programme) s'attaquera à la fracture numérique évidente qui apparaît dans les parties les plus rurales et les moins peuplées de la région. À cet effet, ce programme introduira la prochaine génération de haut débit à haute vitesse dans les régions jusqu'ici non desservies, garantissant ainsi un accès égal à tous les citoyens. »

L'agence irlandaise pour les entreprises, par le biais de son réseau de bureaux locaux, continue à accorder un soutien à la fois direct et indirect aux microentreprises. Ces bureaux locaux sont incorporés aux autorités locales qui offrent une gamme de services «tout en un» aux start-ups et aux entreprises en expansion, tout en soutenant et en fournissant des services de mentorat et de formation. Le programme national pour le haut débit (National Broadband Programme) s'attaquera à la fracture numérique évidente qui apparaît dans les parties les plus rurales et les moins peuplées de la région. À cet effet, ce programme introduira la prochaine génération de haut débit à haute vitesse dans les régions jusqu'ici non desservies, garantissant ainsi un accès égal à tous les citoyens.

Le ministère de l'environnement, la communauté et le gouvernement local entreprendront la rénovation des logements sociaux de toute la région en vue d'améliorer l'efficacité énergétique du parc de logements. Les autorités urbaines auront la possibilité d'accéder à des financements pour des initiatives de développement durable intégrées qui promettent d'enrichir le tissu des zones urbaines et/ou de promouvoir une mobilité urbaine durable.

DERVILLE BRENNAN

Responsable de la recherche et des communications, Assemblée régionale du Sud

HONGRIE

▶ LE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU MENU DU COMTÉ DE HAJDÚ-BIHAR



La Hongrie s'est engagée à mettre en œuvre un programme de développement économique solide pour la période de programmation 2014-2020 et à allouer 60% des fonds de l'UE disponibles à cette fin. Le programme opérationnel «Territorial and Settlement Development» s'est engagé à fournir un soutien financier aux régions les moins développées et vise à identifier et à promouvoir les zones de développement potentielles qui utilisent les ressources de tous les comtés, régions et villages, y compris les zones les plus défavorisées.

La diversité des ressources naturelles

Le comté de Hajdú-Bihar est l'un des plus grands de Hongrie et, faisant partie de la Grande Plaine septentrionale, l'une des régions sous-développées de l'UE. Les ressources naturelles influencent grandement le développement de plusieurs secteurs économiques du comté, dont le plus important d'un point de vue économique: celui des terres agricoles. Les produits agricoles issus de ce milieu naturel favorable ont pris la tête du développement des industries alimentaires et légères du comté et jouent un rôle essentiel dans l'industrie alimentaire et dans l'industrie des énergies renouvelables à l'échelle locale.

La région est également riche en eaux thermales et compte de nombreux sites naturels. De nombreuses villes disposent de bains thermaux et Hajdúszoboszló est l'une des destinations les plus fréquentées de Hongrie et du monde dans le domaine du tourisme de santé. Le Parc national de Hortobágy, une zone protégée, est le site caractéristique du tourisme international dans le comté de Hajdú-Bihar.

« La diminution de la dépendance énergétique à l'échelle du comté requiert une utilisation généralisée de l'énergie durable. L'objectif est de construire une infrastructure stable et économiquement viable qui repose sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. »

La promotion des ressources par le développement

L'objectif des plans de développement stratégiques du comté de Hajdú-Bihar doit se concentrer sur le maintien des valeurs traditionnelles et des trésors endémiques des grandes plaines, afin que les générations futures soient elles aussi en mesure d'en profiter. Cela implique la création d'un système économique et agricole adapté à la durabilité. La diminution de la dépendance énergétique à l'échelle du comté requiert une utilisation généralisée de l'énergie durable. L'objectif est de construire une infrastructure stable et économiquement viable qui repose sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Inclure les gens dans le domaine de l'innovation

La deuxième plus grande ville de Hongrie, Debrecen, revêt une importance nationale grâce à son aéroport international et à une innovation axée sur les activités commerciales. En tant que centre régional, Debrecen se targue d'avoir créé l'une des structures institutionnelles les plus avancées de Hongrie, à savoir l'Université de Debrecen, qui est le plus grand employeur de tout le comté de Hajdú-Bihar. Au cours des années à venir, lors du développement d'un enseignement général, professionnel et supérieur, l'accent devra être mis sur les aspects économiques et sur la façon d'encourager la participation des entreprises à la formation. Grâce à son programme global «Ville vigoureuse», Debrecen a pour objectif de devenir un pôle d'innovation dans la région.

L'objectif, pour le développement de Hajdú-Bihar, relève d'un domaine qui se développe de façon durable avec l'environnement et qui offre une vie de qualité à sa population en profitant de ses attributs naturels, sociaux et économiques.

NÁNDOR CSEPREGHY

Secrétaire d'État adjoint à la communication sur la politique de cohésion, bureau du premier ministre

▶AUTRICHE

▶ L'INVESTISSEMENT
DANS LA CROISSANCE
ET L'EMPLOI EN
BASSE-AUTRICHE

Les nouvelles conditions et l'expérience issue des périodes de financement précédentes ont eu un impact significatif sur l'organisation et la structure de la partie du programme «Investissement pour la croissance et l'emploi» destinée à la Basse-Autriche pour la période 2014-2020.

Une forte priorité

La stratégie Europe 2020 et les nouvelles réglementations de la politique de cohésion ont permis d'accorder, dans le cadre du programme opérationnel, une plus grande priorité aux domaines de la R&D, de la compétitivité des PME et d'une économie faible en carbone. Cela correspond au développement continu des programmes depuis l'adhésion de l'Autriche à l'UE en 1995. Alors que le contenu des programmes était sensiblement différent au cours des deux premières périodes de programmation (1995-1999 et 2000-2006) et dirigé vers un objectif classique visant à parvenir à un équilibre, la période 2007-2013 se caractérise par une forte priorité à la stratégie de Lisbonne, qui a encore été renforcée au cours de la période actuelle.

Des changements structurels

En parallèle, plusieurs réflexions sont apparues sur les changements à apporter au processus en termes d'organisation, notamment en raison des besoins croissants en termes de mise en œuvre du programme. En raison de la structure fédérale de l'Autriche, les périodes précédentes des fonds structurels ont été mises en œuvre dans le cadre de neuf programmes régionaux distincts, dont certains étaient très peu financés par le FEDER. Une nouvelle réduction des fonds prévus a encouragé la modification de la structure du programme, arrêtée après de longues discussions entre les neuf régions concernées dans un accord visant à établir un programme commun à l'échelle de l'Autriche. La Conférence autrichienne sur l'aménagement du territoire (ÖROK), qui avait joué un rôle essentiel de coordination dans le domaine de la politique régionale de l'UE, a été nommée comme autorité de gestion, avec le soutien des régions et du gouvernement fédéral, dans un esprit de partenariat.

Nouvelles conditions de mise en œuvre

Cette nouvelle structure s'accompagne d'autres efforts de réforme, y compris une réorganisation de la Basse-Autriche. Plus précisément, il existe désormais un organisme de financement régional central et unique qui est responsable du FEDER. Non seulement cela présente des avantages pour les bénéficiaires potentiels, mais cela permet en outre de développer le savoir-faire nécessaire et d'allouer les fonds appropriés, ce qui garantit un juste équilibre entre coûts et avantages. La nouvelle organisation de cette structure va de pair avec le développement substantiel du programme de Basse-Autriche et devrait constituer les bases qui permettront aux fonds du FEDER d'être traités avec efficacité et d'être utilisés de manière efficace et ciblée, ce qui créera les conditions nécessaires au succès de la mise en œuvre du programme pour la période 2014-2020.

HENRIETTE LEUTHNER

Bureau du gouvernement régional de Basse-Autriche

▶FRANCE

▶ LA BRETAGNE
À LA FINE POINTE
DE LA TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE

La Bretagne est une péninsule située à l'extrémité occidentale de l'Europe. Ce fait géographique a toujours encouragé les Bretons à se comporter en pionniers car, s'ils ne sont pas à la pointe des grandes innovations, ils seront certainement parmi les derniers à en bénéficier. C'est pourquoi la Bretagne s'est elle-même placée, de manière décisive, à la fine pointe de la transition énergétique et numérique.



Aujourd'hui, la Bretagne importe près de 90% de son électricité. Cependant, la région dispose de ressources naturelles importantes, avec 2 500 km de côtes exposées aux marées, aux vagues et aux vents de l'océan Atlantique et de la Manche. Déjà pionnière dans le domaine des énergies marines renouvelables, la première usine marémotrice au monde ayant été construite en 1966, la Bretagne se trouve en véritable position de force pour devenir l'une des principales régions européennes dans ce domaine. Son potentiel

est énorme: parcs éoliens offshore à fondations encastrées ou flottantes, énergie marémotrice et énergie des vagues.

Le défi du numérique est très étroitement lié à celui de l'énergie. L'utilisation des énergies renouvelables, décentralisée par nature, rendra nécessaire le développement de réseaux intelligents interconnectés. Cependant, il nous faut aller bien plus loin: nous pourrions comparer la révolution de la fibre optique à l'arrivée de l'électricité il y a plus d'un siècle. La connectivité à haute vitesse, en particulier à l'extérieur des régions métropolitaines, offrira de nouvelles possibilités en vue de jouer un rôle essentiel dans l'économie du 21^e siècle.

Les priorités que la Bretagne s'est elle-même fixées sont celles de l'UE. Les fonds européens seront donc un précieux atout pour l'aider à atteindre ce double objectif. Ils permettront de mettre en œuvre des projets spécifiques, tels que le développement du port de Brest, spécialement conçu pour accueillir les industries marines de l'énergie, ou de travailler au déploiement de la fibre optique dans la région. Ainsi, même aux confins de la Bretagne, nous pouvons entendre le cœur battant de l'Europe.

PIERRICK MASSIOT

Président du conseil régional de Bretagne

▶ ITALIE

▶ NOUVELLE APPROCHE DE LA PROGRAMMATION EN LOMBARDIE



La rédaction des programmes opérationnels régionaux (POR) 2014-2020 du FSE et du FEDER dans la région de Lombardie a été caractérisée par une nouvelle approche, différente de celle de la dernière période.

Pour la première fois, une autorité de gestion unique a été créée pour les deux programmes afin de guider le processus de rédaction et de négociation avec le partenariat régional. Cette décision a fait la promotion des synergies entre les fonds, qui s'élèvent à près de 2 milliards d'euros: cela vaut particulièrement pour les politiques de «zones intérieures» et de «développement urbain durable», qui ont été conçues pour répondre aux besoins des zones rurales et des communautés urbaines les plus démunies.

En raison de la crise internationale, les POR sont fortement axés sur l'innovation et sur le développement intelligent par le biais des actions en faveur des entreprises afin de faire face à la «pénurie du crédit» et de soutenir la recherche et le développement. Les POR considèrent l'innovation sociale et environnementale comme le socle sur lequel repose l'avenir de la région, en particulier en ce qui concerne les mesures promouvant le renforcement des connaissances.

En décidant de fonder la mise en œuvre des programmes sur leur coopération et intégration mutuelles, la région de Lombardie a défini un profond processus de participation et d'implication du secteur public afin d'adapter les politiques aux besoins réels.

Un dialogue majeur a été entrepris avec les partenaires sociaux, environnementaux et économiques: différents types d'instruments ont été utilisés, comme des réunions publiques ou des sondages en ligne. Ces deux instruments ont été ouverts aux citoyens ou ont davantage été ciblés sur des besoins spécifiques (p. ex.: une enquête sur l'innovation a été lancée et une EES a été effectuée).

Enfin, un axe prioritaire spécifique au POR FSE a reconnu le rôle crucial, pour le succès des politiques publiques, que joue l'amélioration des «capacités» de l'administration publique qui seront impliquées dans la gestion des fonds de l'UE.

MARIA PIA REDAELLI

Directrice de l'autorité de gestion du FSE et du FEDER pour la période 2014-2020, région de Lombardie



FAITES ENTENDRE VOTRE VOIX
regio-panorama@ec.europa.eu

▶ LA BEI DÉTERMINÉE À SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DE L'UE



Rocco L. Bubbico, économiste à la Banque européenne d'investissement et ancien analyste thématique au sein de la DG de la politique régionale et urbaine de la Commission européenne, réfléchit aux liens de complémentarité qui existent entre la Banque européenne d'investissement (BEI) et la politique régionale de l'UE, en particulier dans le contexte du plan d'investissement pour l'Europe⁽¹⁾.

Les liens entre la politique régionale européenne et les activités de la BEI sont solides et ne sont pas limités à la coopération opérationnelle en matière d'instruments financiers. La Banque est mentionnée à 16 reprises dans le traité de Lisbonne mais, au-delà des articles qui lui sont consacrés, seulement deux fois en lien avec des objectifs politiques. Le premier d'entre eux est la coopération au développement, un domaine que soutient la Banque en effectuant des opérations en dehors de l'UE, à hauteur d'environ 10% de son volume de prêts total. Le second est cité à l'article 175, bien connu de la communauté régionale. La Banque s'y retrouve mentionnée aux côtés des fonds structurels, tous deux devant contribuer au soutien et à la réalisation de la cohésion économique, sociale et territoriale.

La stratégie de la BEI consiste à combiner opérations de prêt et services consultatifs, ainsi que ses propres financements à ceux de l'UE, conformément aux priorités politiques établies par l'UE. La Banque travaille aussi directement avec les régions et les villes qui, dans certains pays, sont les principaux partenaires de ses opérations avec le secteur public. L'exposition aux autorités locales et régionales a considérablement augmenté au cours de la crise économique, plus que l'exposition à d'autres entités du secteur public ou aux gouvernements centraux de l'UE.

La BEI a été très active au cours des dernières années et se trouve désormais confrontée à une période difficile, avec la prise en charge de plusieurs missions visant à soutenir la reprise de l'Europe et en raison de son rôle plus que jamais central dans les débats politiques. En outre, elle croît rapidement. L'augmentation de capital approuvée par tous les États membres de l'UE et lancée en 2012, à hauteur de 10 milliards d'euros, a généré une forte augmentation des activités de prêt, ainsi qu'une croissance rapide de l'organisation. Le plan d'investissement pour l'Europe, lancé par la Commission européenne à la fin de l'année 2014, constitue désormais un défi supplémentaire.

Dans ce contexte, la possibilité d'augmenter la complémentarité et la coordination entre les modèles adoptés respectivement par la Banque et par la Commission est énorme. Le sixième rapport sur la cohésion a montré que la crise a eu un impact dramatique sur la capacité des autorités locales à soutenir des projets d'investissements publics, en particulier dans les pays mettant en œuvre des mesures fiscales rigoureuses de consolidation.

Dans certains domaines politiques et dans certaines régions géographiques, le modèle des programmes pluriannuels basés sur des subventions ne peuvent pas être facilement remplacés en vue de soutenir des projets d'investissement public. Ce modèle reste indispensable pour assurer la présence des éléments de base du développement là où ceux-ci sont absents. Cependant, dans de nombreux domaines, comme le soutien aux PME, l'utilisation d'instruments financiers peut avoir un effet de levier sur le financement et aider à stimuler l'investissement privé.

Dans tous les cas, les deux modèles ont besoin d'une gouvernance locale de qualité et de capacités techniques pour réussir. C'est pourquoi l'un des principaux piliers de l'initiative du fonds européen pour les investissements stratégiques (ESIF) est incarné par une plateforme de conseil (le service européen de conseil en investissement), dont l'objectif est de fournir des conseils sur des projets et des investissements, en utilisant les fonds de l'UE de manière plus efficace grâce à l'utilisation accrue d'instruments financiers et en améliorant l'accès au financement.

(1) Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions de la BEI et de ses actionnaires.

▶ INTERREG FÊTE SES 25 ANS

PANORAMA FÊTE SES PRINCIPALES RÉALISATIONS

Cette année, Interreg, l'instrument de l'UE qui favorise la coopération au-delà des frontières en Europe, célèbre son 25^e anniversaire. Pour marquer le coup, **Panorama présente cinq des principaux domaines où Interreg s'est illustré au fil des ans, à travers des projets concrets qui ont contribué à établir des relations de confiance, à connecter des citoyens et des territoires, à créer des environnements sains et sûrs, ainsi qu'à soutenir la croissance et l'emploi.**

Interreg en bref

Créé sous la forme d'une initiative communautaire en 1990, Interreg et ses trois volets (coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale) ont gagné en importance et intégré le deuxième objectif de la politique de cohésion de l'UE pour la période 2014-2020. Interreg promeut la coopération entre les 28 États membres de l'UE et rassemble les citoyens européens, indépendamment de leurs cultures et nationalités, afin d'améliorer notre prospérité commune. Il contribue également à la coopération transfrontalière avec des pays candidats à l'adhésion (Interreg-IPA-CBC), ainsi qu'avec des pays voisins de l'UE (Interreg-ENI-CBC).

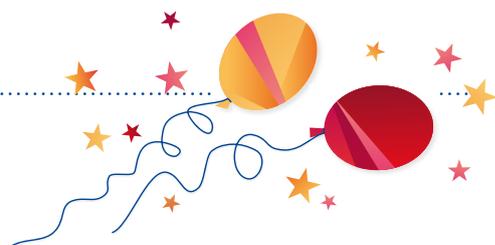
Interreg soutient le développement de toutes les régions de l'UE, avec un accent particulier sur les régions frontalières qui

représentent 37% de la population de l'UE. Il encourage les régions à travailler ensemble, à partager les bonnes pratiques et à trouver des solutions communes. Les macrorégions de l'UE, mises en place au cours des dernières années, jouent un rôle clé dans la facilitation des réponses communes apportées à des problèmes similaires rencontrés par des territoires européens.

« Interreg est le plus petit élément de la politique de cohésion, mais aussi le meilleur. »

▶ JENS GABBE – ASSOCIATION DES RÉGIONS FRONTALIÈRES EUROPÉENNES

Bien que le budget des programmes Interreg, qui sont financés par le fonds européen de développement régional (FEDER), représente moins de 3% du budget de la politique de cohésion de l'UE, des milliers de projets Interreg sont parvenus à changer la vie de millions de citoyens, à bâtir des ponts entre les peuples et les organisations et à les aider à faire face à des défis communs.



LES PRIORITÉS D'INVESTISSEMENT SIGNIFICATION DES ICÔNES

Le cinquième cycle d'Interreg pour la période 2014-2020 se base sur 11 priorités d'investissement, prévues dans le règlement du FEDER, qui contribuent à la réalisation de la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive.

▶ INTELLIGENTE

-  RECHERCHE ET INNOVATION
-  TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
-  COMPÉTITIVITÉ DES PME
-  ÉCONOMIE SOBRE EN CARBONE

▶ DURABLE

-  LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
-  ENVIRONNEMENT ET EFFICACITÉ DES RESSOURCES
-  TRANSPORT DURABLE

▶ INCLUSIVE

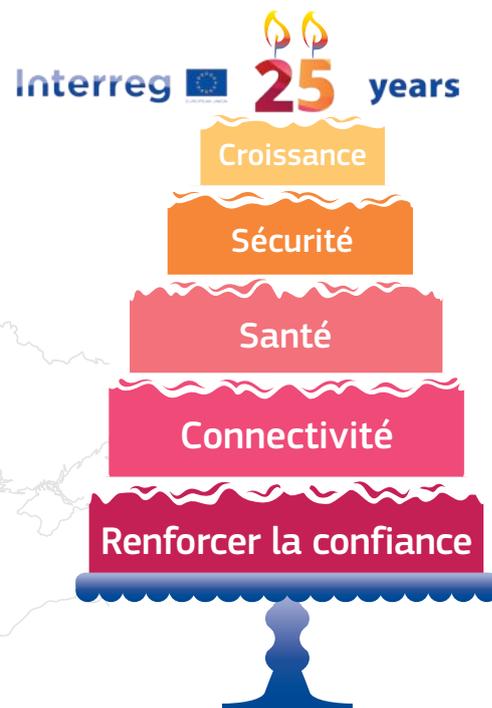
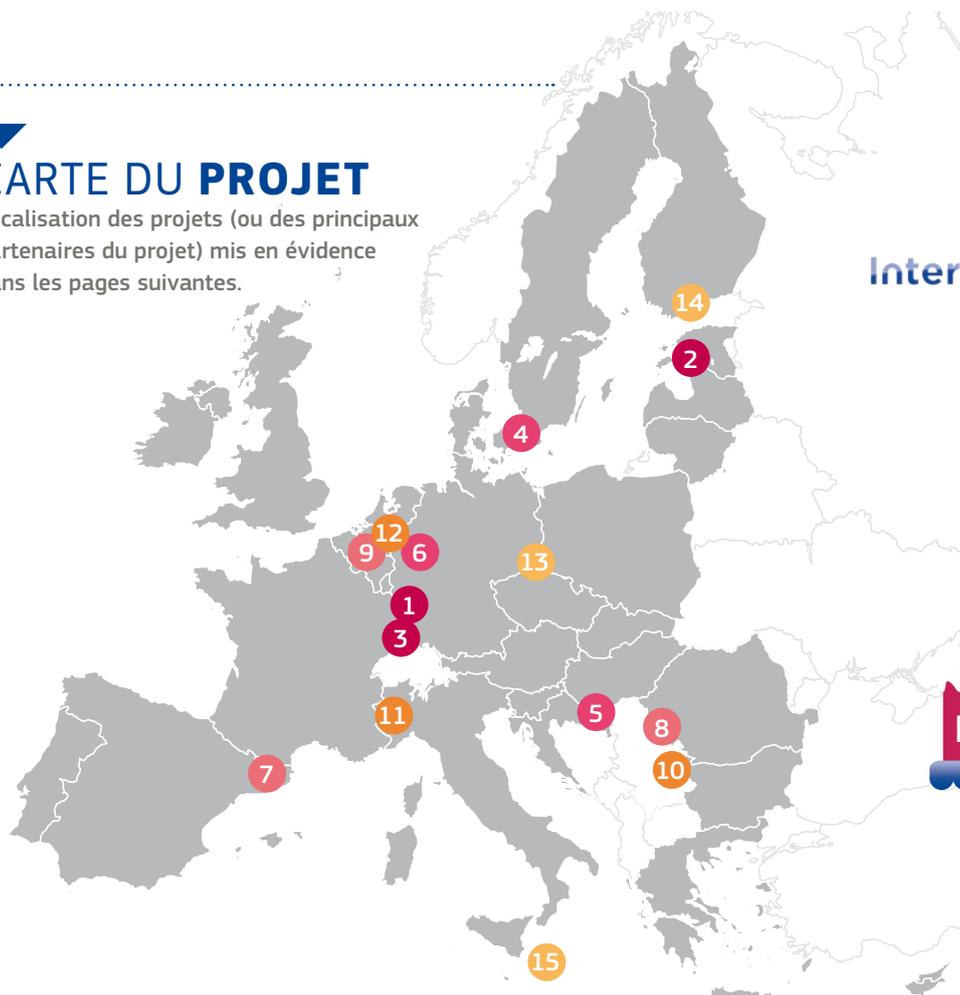
-  EMPLOI ET MOBILITÉ
-  INCLUSION SOCIALE
-  PROMOTION DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA FORMATION
-  EFFICACITÉ DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

▶ LES TEMPS FORTS DU PROJET

LES PRINCIPALES RÉALISATIONS D'INTERREG AU COURS DES 25 DERNIÈRES ANNÉES

▼ CARTE DU PROJET

Localisation des projets (ou des principaux partenaires du projet) mis en évidence dans les pages suivantes.



INTERREG EN 2015 PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS

14 FÉVRIER

Le concours #EULOVewithoutborders s'est achevé par l'annonce, le 9 mai, du couple gagnant. Il s'agit d'Alexandra et Pierre, un couple franco-allemand qui s'est marié lors de la Journée de l'Europe.



15-16 SEPTEMBRE

CONFÉRENCE «25 YEARS OF INTERREG», BELVAL, LUXEMBOURG

▶ Cette conférence vise à célébrer les réalisations #interreg25 et à élaborer une vision pour l'avenir (Interreg 2040).

▶ Elle est organisée par la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, par la Commission européenne et par le programme INTERACT.

▶ Pour en savoir plus : www.interact-eu.net

21 SEPTEMBRE

JOURNÉE EUROPÉENNE DE LA COOPÉRATION. Série d'événements auxquels participera la commissaire européenne Corina Crețu, célébrant les 25 ans d'Interreg et l'ouverture d'une consultation publique de 3 mois sur les obstacles auxquels sont encore confrontés les citoyens et les entreprises frontaliers.

22 SEPTEMBRE – 15 OCTOBRE

«TOURNÉE INTERREG 25» DE LA COMMISSION EUROPÉENNE. Visites et événements organisés avec les instances dirigeantes de la DG de la politique régionale et urbaine à proximité de différentes frontières intérieures de l'UE, notamment pour encourager la participation à la consultation publique.



RENFORCER LA CONFIANCE

«L'union fait la force»



Établir une relation de confiance est une condition préalable à la coopération entre les Européens. Qu'il s'agisse de réconcilier d'anciens ennemis ou de se lier d'amitié avec des étrangers le long de frontières qui étaient encore fermées il y a dix ans à peine, Interreg aide les gens à identifier leur objectif commun. Comme l'a dit Jean Monnet à propos du projet d'intégration européenne: «Nous unissons des hommes».

1 MAISON DE LA PETITE ENFANCE FRANCO-ALLEMANDE

PROGRAMME DE COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE «FRANCE-ALLEMAGNE» (INTERREG A)

La crèche transfrontalière a été créée en 2014, près du pont de l'Europe reliant Strasbourg et Kehl. Cette garderie offre aux enfants français et allemands, dès leur plus jeune âge, une éducation multiculturelle grâce à son personnel bilingue et à une approche pédagogique basée sur l'ouverture, qui combine les deux systèmes nationaux.

«C'est une victoire quotidienne que de voir des enfants d'une zone frontalière jouer et grandir ensemble en toute amitié.»

► **MARIE-MADELEINE SCHWALLER** – Directrice de la Maison de la Petite Enfance franco-allemande



Contribution du FEDER: 1 680 000 EUR

Contribution du FEDER: 350 000 EUR



2 DICTIONNAIRES ESTONIEN-LETTON ET LETTON-ESTONIEN

PROGRAMME DE COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE «ESTONIE-LETTONIE» (INTERREG A)

Les dictionnaires publiés en avril dernier constituent une nouveauté. Avec plus de 40 000 entrées, cette initiative sans précédent vise à faciliter la compréhension mutuelle et les échanges entre la Lettonie et l'Estonie.

3 TOGETHER, POUR DES TERRITOIRES CORESPONSABLES

PROGRAMME DE COOPÉRATION INTERRÉGIONALE «URBACT»; LE PROJET IMPLIQUE DES PARTICIPANTS VENANT DU PORTUGAL, D'ITALIE, DE GRÈCE, DE POLOGNE, DE LETTONIE, DE SUÈDE, DE BELGIQUE ET DE FRANCE (INTERREG C)

Afin d'améliorer l'inclusion sociale dans un environnement urbain, huit municipalités ont lancé le projet TOGETHER, auquel participent des autorités publiques, des citoyens et d'autres parties prenantes. Quelque 150 groupes de discussions thématiques ont fait des propositions concrètes pour améliorer le bien-être dans les villes. Leurs réponses ont été recueillies au moyen d'un outil informatique de consultation à destination des citoyens et devraient aider les pouvoirs publics à prendre des décisions.

«Pour la première fois, des personnes issues de différents groupes sociaux se sont réunies pour discuter de différentes questions d'actualité.»

► **INGA JEKABSONE** – Partenaire du projet TOGETHER, représentant la ville de Salaspils, Lettonie



Contribution du FEDER: 475 000 EUR

Connecting cities Building successes





CONNECTIVITÉ

«Rassembler les personnes et les territoires»



Connecter les personnes et leurs territoires est une autre condition préalable à la coopération européenne. Si les gens n'ont pas la possibilité d'entrer en contact, ils ne peuvent pas travailler ensemble. C'est pourquoi Interreg a cofinancé de nombreuses connexions, qu'elles soient physiques (ponts, points de passage, routes locales, horaires et titres de transport) ou virtuelles (TIC).

4 MÉTRO TRANSFRONTALIER D'ÖRESUND

PROGRAMME DE COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE «SUÈDE-DANEMARK» (INTERREG A)

Après la construction du pont et son ouverture en 2000, les habitants de Copenhague et de Malmö verront leur connectivité transformée par le développement d'un système de métro transfrontalier reliant les deux villes. L'étude de faisabilité prévoit une réduction de 40% des temps de trajet, ainsi que des transports urbains plus propres. L'amélioration de la capacité ferroviaire dans le centre de la région de l'Öresund devrait permettre un meilleur développement socioéconomique de la région frontalière. *«Après le pont, voici venu le temps du métro!»*



Contribution du FEDER: 500 000 EUR



Contribution du FEDER: 3 000 000 EUR

5 DE-MINE – RÉHABILITATION D'ANCIENS CHAMPS DE MINES DANS LA RÉGION DU DANUBE ET DE LA DRAVE

PROGRAMME DE COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE «HONGRIE-CROATIE» (INTERREG-IPA-CBC)

Les opérations de déminage réalisées conjointement par les autorités publiques hongroises et croates ont amélioré la sécurité dans la région du Danube et de la Drave (environ 1,5 km² de chaque côté de la frontière). Ces opérations sont une condition préalable, dans un premier temps, à l'amélioration de la mobilité transfrontalière et, par la suite, au développement d'un tourisme durable dans la région avec la création de circuits pour vélos. Les mines terrestres restantes sont un héritage du conflit des années 1990.

«Les fonds de l'UE nous ont permis non seulement de lever une menace, mais aussi de poser des bases bénéfiques et cohésives pour de nouvelles synergies et opportunités des deux côtés de ce qui nous sépareit.»

► **M. MILJENKO VAHTARIĆ** – Directeur adjoint par intérim du Centre d'action croate antimine (CROMAC)

6 TRACC – L'ACCESSIBILITÉ DES TRANSPORTS À L'ÉCHELLE RÉGIONALE/LOCALE ET LES MODÈLES DE TRANSPORT EN EUROPE

PROGRAMME DE COOPÉRATION INTERRÉGIONALE «ESON»; LE PROJET IMPLIQUE DES PARTENAIRES VENANT DE RÉPUBLIQUE TCHÈQUE, D'ALLEMAGNE, D'ESPAGNE, DE FINLANDE, D'ITALIE ET DE POLOGNE (INTERREG C)

Le projet TRACC vise à améliorer l'accessibilité grâce à une meilleure infrastructure de transport et à soutenir le développement d'un transport de fret durable. Il a exploré l'impact des politiques européennes et nationales pour améliorer l'accessibilité mondiale, européenne et régionale à la lumière de nouveaux défis, tels que la mondialisation, la pénurie d'énergie et le changement climatique. Le projet a fourni une base solide aux vérifications et à l'amélioration de l'accessibilité entre les régions européennes, indépendamment des frontières nationales.



Contribution du FEDER: 630 000 EUR



SANTÉ

«Un environnement sain améliore le bien-être des citoyens»



Se faisant l'écho des préoccupations croissantes exprimées par les citoyens européens concernant la santé et la préservation d'un environnement sain, les projets Interreg ont amélioré l'accès aux services de santé publique et le bien-être de patients aux quatre coins de l'Europe. Au cours des 25 dernières années, la protection de l'environnement a été renforcée grâce à environ 2 000 projets dédiés respectueux de l'environnement.



Contribution du FEDER: 18 600 000 EUR

7 HÔPITAL TRANSFRONTALIER DE CERDAGNE PROGRAMME DE COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE «FRANCE-ESPAGNE-ANDORRE» (INTERREG A)

La ville de Puigcerdà abrite le premier hôpital transfrontalier au monde, offrant un meilleur système de soins de santé à la population vivant de part et d'autre de la frontière franco-espagnole. Depuis l'étude de faisabilité réalisée en 2003 jusqu'à son ouverture en septembre 2014, 10 ans auront été nécessaires pour équiper l'hôpital de 64 lits, de 32 chambres, de 3 salles d'opération, d'une salle d'accouchement et d'autres installations polyvalentes. Le personnel médical et administratif reçoit les patients en 3 langues: français, espagnol et catalan. Les populations locales vivant de chaque côté de la frontière peuvent utiliser leur propre carte nationale de santé et bénéficier de leur système de soins de santé habituel.

«Le nouvel hôpital a amélioré la gamme des services offerts à la population espagnole de Catalogne et étendu ceux-ci à la population française vivant dans cette région montagneuse, à proximité du plateau de Cerdagne. Pour les habitants français de la région frontalière, le temps d'attente pour accéder aux services de soins de santé de l'hôpital a diminué: chaque minute compte pour sauver des vies.»

► CATHERINE BARNOLE – Coordinatrice du projet

8 TELEDIAG – DÉVELOPPEMENT D'UN RÉSEAU TRANSFRONTALIER DE TÉLÉDIAGNOSTIC ET DE TÉLÉCONSULTATION DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ

PROGRAMME DE COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE «ROUMANIE-SERBIE» (INTERREG-IPA-CBC)

En alliant technologie et systèmes de soins de santé, ce réseau de télémédecine favorise le partage d'informations médicales et permet aux médecins locaux de consulter des spécialistes afin de garantir des diagnostics plus précis et d'étudier les meilleures options de traitement. Les services de soins de santé numériques constituent une opportunité croissante, plus de 150 000 patients étant déjà traités par des institutions partenaires participantes.

«Ce projet est une première étape importante vers une tendance moderne et prospective de la communication médicale pour les établissements de santé de la région frontalière.»

► Dr. JON SFERA – Coordinateur du projet



Contribution de l'IAP: 976 000 EUR



Contribution du FEDER: 6 010 000 EUR

9 TICKET TO KYOTO T2K – VERS DES INFRASTRUCTURES URBAINES DE TRANSPORT PUBLIC À FAIBLE ÉMISSION DE CO₂ PROGRAMME DE COOPÉRATION TRANSNATIONALE «EUROPE DU NORD-OUEST» (INTERREG B)

Cinq entreprises européennes de transport public, qui se sont engagées à réduire les émissions de CO₂ et le coût des transports publics, ont développé une stratégie transnationale commune basée sur des comportements respectueux de l'environnement dans trois domaines: les transports, les énergies renouvelables et le changement climatique. Grâce à l'élaboration d'une méthode standardisée visant à mettre en œuvre un calculateur de CO₂, les utilisateurs sont maintenant informés des émissions de CO₂ produites lorsqu'ils utilisent les transports en commun.



SÉCURITÉ

«Garantir des conditions de vie plus sûres»



Ces 25 années d'Interreg ont également amélioré le bien-être des citoyens européens en contribuant à la création d'un environnement plus sûr et plus sécurisé. Parmi les initiatives qui ont été prises, on retrouve de nombreuses mesures conjointes de prévention et de gestion des risques qui permettent de lutter contre le trafic de drogue et l'immigration illégale. Cette coopération a vu les services publics travailler ensemble sur quelque 1900 projets Interreg, multipliant les efforts en faveur de conditions de vie plus sûres, au profit des citoyens européens.

10 RENFORCER LES CAPACITÉS MÉDICO-LÉGALES EN MATIÈRE DE PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE TRANSFRONTALIÈRE DANS LE DOMAINE DU TRAFIC DE STUPÉFIANTS PROGRAMME DE COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE «BULGARIE-SERBIE» (INTERREG-IPA-CBC)

Pour préserver la sécurité dans la région, la lutte contre le trafic de drogue à la frontière serbo-bulgare requérait une étroite coopération entre les experts des deux pays. Celle-ci a permis la création d'une base de données sur le contenu des stupéfiants. Ce programme a permis la mise en place d'ateliers visant à renforcer la capacité des agents de police à découvrir les stupéfiants introduits en contrebande, ainsi que six laboratoires de police scientifique en Bulgarie et un en Serbie.



Contribution de l'IAP: 490 000 EUR

Contribution du FEDER: 2 070 000 EUR



11 ALP FFIRS – SYSTÈME D'ALERTE ALPIN DES FEUX DE FORÊT PROGRAMME DE COOPÉRATION TRANSNATIONALE «ESPACE ALPIN» (INTERREG B)

Le projet visait à réduire le nombre d'incendies de forêt dus au changement climatique dans les Alpes. Il reposait sur un système d'alerte commun comprenant l'analyse de la fréquence des incendies et la définition d'une échelle de danger univoque. Pour améliorer la prévention des feux de forêt, le projet a établi des protocoles communs et des plans d'urgence en fonction des conditions météorologiques.

12 FLOOD-WISE PROGRAMME DE COOPÉRATION INTERRÉGIONALE «INTERREG IV C»; LE PROJET IMPLIQUE DES PARTENAIRES VENANT DE SLOVÉNIE, DES PAYS-BAS, DE BELGIQUE, D'ALLEMAGNE, DE POLOGNE, DE HONGRIE ET DE ROUMANIE (INTERREG C)

Les inondations ne connaissent pas de frontières. C'est pourquoi le projet a soutenu la gestion transfrontalière des risques d'inondation par le biais d'une étroite coopération dans six bassins fluviaux frontaliers (ceux du Bug, de l'Elbe, de la Meuse, de la Ruhr, du Someș et de la Sotla), afin d'améliorer la sécurité de ces régions. Le projet a été divisé en trois phases: l'évaluation des risques d'inondation, la cartographie des risques d'inondation et l'élaboration des plans de gestion des risques d'inondation. L'échange de bonnes pratiques et le partage d'informations ont permis aux partenaires de développer une vision et des stratégies communes pour la gestion de l'eau.



Contribution du FEDER: 1 520 000 EUR



CROISSANCE ET EMPLOI

«Favoriser le développement socioéconomique des territoires européens»



L'avantage qui existe de travailler ensemble sur de petites initiatives a progressivement ouvert la voie à de plus grandes réalisations favorisant la croissance et l'emploi. Interreg a contribué à favoriser la prospérité économique en Europe en encourageant la coopération dans les domaines du tourisme et de l'innovation, ainsi qu'entre les petites et moyennes entreprises.



13 PROINCOR – SOUTIEN PROACTIF À L'INNOVATION POUR LES PME SITUÉES DANS LE CORRIDOR RELIANT LA MER BALTIQUE À LA MER MÉDITERRANÉE

PROGRAMME DE COOPÉRATION TRANSNATIONALE «EUROPE CENTRALE» (INTERREG B)

Le projet vise à soutenir les performances des PME situées entre la mer Baltique et la mer Adriatique en termes d'innovation. Des conseillers affectés au projet ont réalisé gratuitement 400 audits de l'innovation pour montrer aux PME comment mettre en place des systèmes et comment tirer le meilleur parti de l'innovation et du développement technologique. Une formation directe à l'innovation a été dispensée à 100 dirigeants et employés.

«L'audit en matière d'innovation qu'ont réalisé des experts en innovation a été utile à notre société et à notre projet de roues motrices, et a permis le développement de voitures électriques de pointe.»

► **GORAZD LAMPIČ** – PDG, Elaphe d.o.o., Slovaquie

Contribution du FEDER: 2 440 000 EUR



Contribution du FEDER: 2 490 000 EUR

14 INNOREG – DÉVELOPPEMENT DE MODÈLES COMMERCIAUX INNOVANTS POUR ASSURER LA COMPÉTITIVITÉ

PROGRAMME DE COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE «BALTIQUE CENTRALE» (INTERREG A)

Le projet a augmenté le potentiel scientifique et technique de la région par l'intermédiaire de nouveaux modèles commerciaux dans le domaine du génie mécanique. La création d'une plateforme technologique qui réunit des centres d'innovation, des entreprises et des institutions scientifiques a permis le développement d'un nouveau système de production flexible. Ce système de production automatisé peut fonctionner 24 heures par jour conformément à des exigences de très haute qualité.



Contribution du FEDER: 660 000 EUR

15 T-CHEESIMAL – NOUVELLES TECHNOLOGIES SOUTENANT LES FROMAGES TRADITIONNELS EN SICILE ET À MALTE

PROGRAMME DE COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE «ITALIE-MALTE» (INTERREG A)

L'élément clé de ce projet résidait dans l'application d'une combinaison de tradition rurale et de technologies innovantes aux produits laitiers italiens et maltais traditionnels. Par le biais d'un transfert de savoir-faire, le processus de recherche s'est basé sur l'administration de 2 500 questionnaires, sur la tenue de 50 réunions techniques et scientifiques et sur la création d'un prototype d'emballage destiné à des fromages typiques de la région afin de surmonter les obstacles que représente l'isolement commercial.

▷ INTERVIEW

PERSPECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN



Iskra Mihaylova, députée européenne (ALDE) et présidente de la commission du Parlement européen pour le développement régional (REGI), partage son point de vue sur Interreg et sur son développement futur.

▶ Qu'est-ce que la coopération territoriale européenne, communément désignée sous le nom d'Interreg, signifie pour vous personnellement?

Des pays et des régions relevant des défis communs ensemble, partageant de bonnes idées et leur expérience. Un outil essentiel qui aide à garantir que les frontières ne sont pas des obstacles, à rapprocher les Européens et à développer des solutions communes. Au fil des ans, Interreg est devenu le principal instrument européen pour soutenir la coopération entre des partenaires dans un cadre transfrontalier et a contribué de manière significative à la cohésion. Interreg est également devenu un bon indicateur de la stabilité des régions.

▶ Quelle est votre ambition pour Interreg V (2014-2020)?

Le cadre financier pluriannuel 2014-2020 accorde une très grande importance à Interreg afin de profiter de cette vaste expérience déjà acquise aux quatre coins de l'Europe et de favoriser de nouveaux partenariats. Nous devons accroître considérablement la visibilité de tous les avantages et impacts du financement de l'UE, ainsi que de ceux d'Interreg. Les citoyens doivent savoir comment le financement de l'UE a aidé à lutter contre la crise et ses conséquences et à construire une Europe plus compétitive, avec des emplois attractifs, des avantages environnementaux et un niveau de vie élevé.

Le plus grand défi consiste aujourd'hui à traduire les documents de programmation pour la période 2014-2020 en actes concrets et à les mettre en œuvre avec succès, à renforcer

le potentiel de croissance et à relever des défis tels que les migrations et les questions démographiques. Le Parlement européen restera vigilant pour s'assurer que l'accent est mis sur des priorités et projets d'une réelle pertinence transfrontalière et transrégionale, et ce, afin d'obtenir l'impact nécessaire.

▶ Avez-vous déjà réfléchi à quoi Interreg VI (2020+) devra ressembler?

La commission REGI a l'intention d'élaborer un rapport d'initiatives basé sur le développement de l'objectif européen de cohésion territoriale, qui mettra en évidence le 25^e anniversaire d'Interreg, examinera comment renforcer la dimension territoriale et fournira certaines orientations clés pour l'après 2020.

L'unité d'évaluation de la DG de la politique régionale et urbaine – en coopération avec les États membres – procède à une évaluation *ex post* du FEDER et du fonds de cohésion pour la période 2007-2013 et des 320 programmes qu'ils ont cofinancés. Le PE examine ce processus et ses conclusions permettront d'alimenter la réflexion visant à déterminer le profil qu'adopteront les programmes de la politique de cohésion après 2020.

▶ En tant que membre du jury du concours Interreg 25 #eulovewithoutborders, vous êtes-vous sentie inspirée par toutes ces histoires d'amours frontalières?

J'ai été impressionnée et inspirée par le succès que connaît l'amour en dépit des frontières. Il a été très difficile de choisir le couple gagnant. Chaque couple a vécu une grande histoire qui lui est propre et connaît un amour tout aussi fort et singulier. Ils ont tous été confrontés à des obstacles et ont dû les surmonter. Ce concours nous a vraiment montré qu'il n'y a pas de frontières lorsque les gens s'aiment.



▶ POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/policy/cooperation/european-territorial/interreg25years

▶ NOUVELLES

[EN BREF]



CÉRÉMONIE D'INAUGURATION DE LA PÉRIODE DE PROGRAMMATION 2014-2020 À CHYPRE

En avril, **Walter Deffaa**, directeur général de la politique régionale et urbaine, a pris part au lancement officiel des programmes opérationnels chypriotes «Compétitivité et développement durable» (cofinancé par le FEDER et le Fonds de cohésion) et «Emploi, ressources humaines et cohésion sociale» (cofinancé par le FSE).

Nicos Kouyialis, ministre chypriote de l'agriculture, des ressources naturelles et de l'environnement, a inauguré l'événement et lancé les nouveaux programmes. **Zoltan Kazatsay**, directeur général adjoint chargé de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion, et **Georges Georghiou**, directeur général des programmes européens, de la coordination et du développement, ont également tenu un discours lors de cet événement. Ce dernier a attiré un grand nombre de participants et offert une occasion unique de sensibiliser les citoyens et le monde des affaires à l'aide et aux possibilités de financement que les fonds ESI fournissent à Chypre.

M. Deffaa a également participé, à Limassol, à la cérémonie d'inauguration de l'un des projets urbains les plus emblématiques (Parc côtier multifonctionnel – Réhabilitation du centre historique, pour un montant total d'environ 30 millions d'euros), auquel ont participé le président de la République de Chypre, **Nikos Anastasiades**, et le maire de la ville, **Andreas Christou**.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS
<http://europa.eu/!HX43fN>

LES RÉGIONS ET LES VILLES DE L'UE EN DIRECT D'UN MOOC

Une nouvelle ressource pédagogique a été créée pour les personnes désireuses d'en savoir plus sur le rôle de premier plan et l'impact important des villes et des régions de l'UE. Le MOOC (cours en ligne ouvert à tous), gratuit et interactif, proposera près de deux heures de vidéos éducatives par semaine, des fiches, des infographies et des débats hebdomadaires diffusés en direct sur Internet. Ce matériel, proposé à partir du 19 octobre et pour une période de huit semaines, portera essentiellement sur les affaires régionales et européennes.

Chaque semaine sera consacrée à une thématique, dont le contenu sera élaboré grâce aux contributions de 50 responsables politiques et experts venant d'institutions et d'organismes de l'UE, ainsi que d'associations et d'institutions universitaires européennes. Les participants sont également encouragés à échanger leurs expériences et leurs points de vue via les réseaux sociaux, sur le compte du MOOC – @EU_MOOC, et ceux qui auront suivi au moins 80% du cours se verront remettre un certificat.

Ce MOOC a été préparé à la suite d'une enquête révélant que plus de 1 000 personnes avaient manifesté un certain intérêt à élargir leurs connaissances sur un large éventail de politiques et de questions liées à l'UE, notamment: les institutions de l'UE; le rôle des régions et des villes; la politique de cohésion de l'UE et les fonds ESI; les politiques de recherche, d'innovation et de développement durable; la libre circulation et les migrations; le budget de l'UE.

EUROPEAN UNION



Committee of the Regions

▶ POUR EN SAVOIR PLUS
www.cor.europa.eu/MOOC

L'INSCRIPTION DES EXPERTS À L'OUTIL **TAIEX-REGIO PEER 2 PEER** ET LA SOUMISSION DES DEMANDES VIA CET OUTIL SONT DÉSORMAIS POSSIBLES

Le nouvel outil, lancé par la DG de la politique régionale et urbaine, est simple à utiliser et facilite les échanges de savoir-faire de courte durée entre les experts de la politique de cohésion et les administrations impliquées dans la gestion du FEDER et du Fonds de cohésion, et ce, dans tous les États membres. Cet outil s'inscrit dans un plan global de la Commission visant à aider les États membres à renforcer leurs capacités administratives, ce qui constitue l'une des priorités de la commissaire en charge de la politique régionale, **Corina Crețu**.

Des informations plus détaillées sur cet outil, sur le processus de soumission des demandes et sur les modalités d'inscription des experts du secteur public sont disponibles à l'adresse suivante: <http://europa.eu/!xT39Xp>

► SI VOUS AVEZ DES QUESTIONS, VEUILLEZ LES ADRESSER À: REGIO-PEER2PEER@ec.europa.eu



CONCOURS PHOTOGRAPHIQUE SUR FACEBOOK

La quatrième édition du concours annuel de photographie «L'Europe dans ma région» a lieu cet été et vise une fois de plus à faire connaître des projets qui ont reçu un soutien financier dans le cadre de la politique régionale de l'UE. Cette année, le concours est également ouvert aux pays bénéficiant du soutien de l'instrument d'aide de préadhésion: l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Kosovo⁽¹⁾, le Monténégro, la Serbie et la Turquie.



POUR EN SAVOIR PLUS SUR LE **FONDS SOCIAL EUROPÉEN**

Plus que jamais, les différents fonds de l'UE visent à interagir et à se compléter mutuellement. Pour la période 2014-2020, le Fonds social européen (FSE) s'élève à 86 milliards d'euros et représente plus de 23,1% du financement total de la politique de cohésion, tandis que le Fonds d'aide européen aux plus démunis (FEAD) propose 3,8 milliards d'euros de cofinancement aux pays de l'UE. Les deux fonds sont gérés par la DG de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion de la Commission européenne, qui publie le magazine *Social Agenda*, une publication trimestrielle disponible en anglais, en allemand et en français.

Pour recevoir régulièrement les rapports consacrés aux projets et aux bénéficiaires du FSE et du FEAD, abonnez-vous gratuitement à *Social Agenda*:

<http://europa.eu/!YM86Rv>



► POUR EN SAVOIR PLUS <http://europa.eu/!by74xr>

Comme lors des éditions précédentes, ce concours est organisé sur la page Facebook de la Commission européenne. Le concours a été lancé le 22 juin et les participations seront acceptées jusqu'au **vendredi 28 août 2015** (à midi, heure de Paris). Les 100 photographies qui auront remporté le plus de votes, ainsi qu'un maximum de 50 photographies faisant office de «jokers» (qui ne figurent pas dans le premier groupe accumulant le plus de votes), seront présentées à un jury composé de trois photographes professionnels qui sélectionnera trois lauréats. Les lauréats de ce concours recevront leur prix – un voyage à Bruxelles – lors des OPEN DAYS 2015 qui auront lieu en octobre prochain.

► POUR EN SAVOIR PLUS

Regardez les participations de l'année dernière et puisez-y votre inspiration: <https://www.flickr.com/photos/euregional/sets/72157648215374403>
Pour gagner en visibilité et multiplier les partages, utilisez le hashtag du concours à chaque fois que vous partagez un message sur Facebook ou Twitter: #EUmyRegion

(1) Cette désignation ne porte pas préjudice aux positions sur le statut et respecte la RCSNU 1244/99 et l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

▶ SOYEZ PRÊTS POUR LES OPEN DAYS 2015

Les OPEN DAYS 2015, qui auront lieu du 12 au 15 octobre, ont pour titre général «Les régions et les villes d'Europe: des partenaires pour l'investissement et la croissance». Les préparatifs vont bon train: un OPEN Urban Day, une Université OPEN DAYS et la remise des prix RegioStars 2015 sont organisés en marge des principaux événements OPEN DAYS.

3 thèmes

Les OPEN DAYS 2015 s'articulent autour de trois thèmes qui abordent les défis et les solutions en lien avec la gestion et la mise en œuvre des nouveaux programmes de la politique régionale et urbaine de l'UE, ainsi qu'avec leur dimension transfrontalière, interrégionale ou transnationale.

▶ 1. MODERNISER L'EUROPE

LES RÉGIONS DANS L'UNION DE L'ÉNERGIE ET LE MARCHÉ UNIQUE DU NUMÉRIQUE

Les nouveaux programmes offrent d'importantes opportunités de croissance et d'emploi dans ces domaines. Ils peuvent contribuer à élever l'UE au rang de numéro un mondial en matière d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique, tout en créant une société dynamique fondée sur la connaissance.

▶ 2. LES RÉGIONS OUVERTES AUX AFFAIRES

LE DÉVELOPPEMENT DE PME, L'INNOVATION ET LA CRÉATION D'EMPLOIS

Les régions de l'UE ont une expérience considérable en matière de promotion des PME et peuvent partager les meilleures pratiques en matière de mise en œuvre des régimes d'aides aux PME, favoriser l'innovation dans les PME, mais aussi faire le lien avec les stratégies de spécialisation intelligente et soutenir la création d'un plus grand nombre de microentreprises.

▶ 3. LIEUX ET ESPACES

LE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET RURAL, L'INTÉGRATION VILLE-CAMPAGNE

Les programmes régionaux et urbains de l'UE peuvent promouvoir un développement territorial plus équilibré, encourager la compétitivité rurale et réduire la désertion des campagnes au profit des villes, mais aussi s'attaquer aux défis auxquels sont confrontés les villes frontalières et les arrière-pays ruraux frontaliers.



OUVERTURE DES
INSCRIPTIONS
8 JUILLET 2015

INSCRIPTION
http://ec.europa.eu/regional_policy/opendays/od2015/register.cfm

DATES DE L'ÉVÉNEMENT
12-15 OCTOBRE



OPEN URBAN DAY

Une journée de manifestations dans la zone du canal de Bruxelles s'attachera à diverses questions en rapport avec la ville lors de différents ateliers. Ceux-ci porteront sur les nouveaux instruments financiers urbains et sur des initiatives européennes telles que

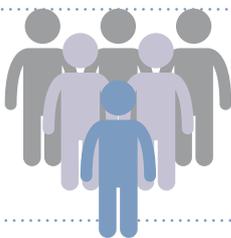
Smart Cities, les actions urbaines innovantes, URBACT et les incubateurs verts. Des visites sur le site permettront aux participants d'observer la revitalisation de la zone du canal et de découvrir quelques projets intéressants.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/opendays/od2015/urban_day.cfm



LES OPEN DAYS 2014 EN UN COUP D'ŒIL



► 5 673 PARTICIPANTS



► 107 ATELIERS

► 192 VILLES ET PARTENAIRES RÉGIONAUX



REGIO STARS 2015

La cérémonie de remise des prix RegioStars 2015 aura lieu lors de la réception officielle des OPEN DAYS, le mardi 13 octobre au BOZAR. Les projets gagnants seront présentés avec leur trophée par la commissaire européenne en charge de la politique régionale,

Corina Crețu, et par le président du jury des prix RegioStars, Lambert Van Nistelrooij, eurodéputé.

► POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/regio-stars-awards/

L'UNIVERSITÉ OPEN DAYS

L'Université OPEN DAYS consiste en une série de conférences et de tables rondes qui examineront les priorités thématiques de l'événement et impliqueront,

en fonction des besoins, des réseaux universitaires européens spécialisés dans le développement régional. Le programme de la Master Class visera, dans le cadre de cette manifestation, à améliorer la compréhension de la politique de cohésion de l'UE et de son potentiel de recherche au sein d'une sélection de doctorants et de jeunes chercheurs européens.

► POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/opendays/od2015/od_university.cfm

ÉVÉNEMENTS LOCAUX

Chaque région et chaque ville participante organise au moins un événement à l'échelle locale, portant le message des OPEN DAYS au plus près des citoyens. Ces événements se tiendront de septembre à novembre sous l'intitulé «L'Europe dans ma région/

ville» et s'articuleront autour des priorités thématiques des OPEN DAYS. Ces événements s'adressent au grand public, aux bénéficiaires potentiels de la politique régionale de l'UE, aux experts, aux universitaires et aux médias et peuvent prendre différentes formes, comme des conférences, des ateliers, des émissions de radio/TV ou des expositions. Les événements locaux peuvent également être organisés en parallèle au lancement de projets de la politique régionale de l'UE ou dans le cadre de mesures d'information annuelles requises par les règlements relatifs aux fonds ESI.

► POUR EN SAVOIR PLUS

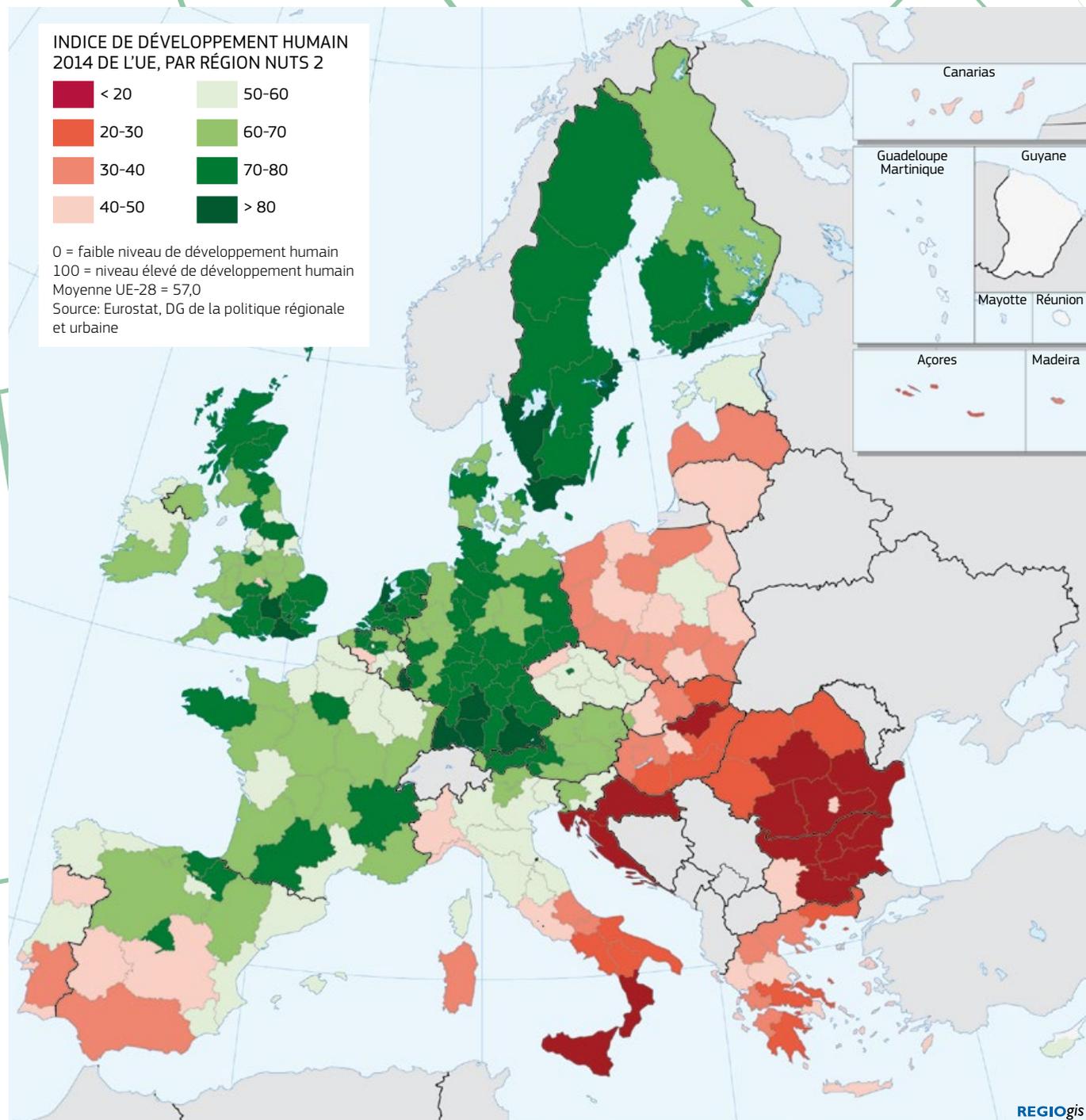
http://ec.europa.eu/regional_policy/opendays/od2015/local_events.cfm



► POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/opendays/

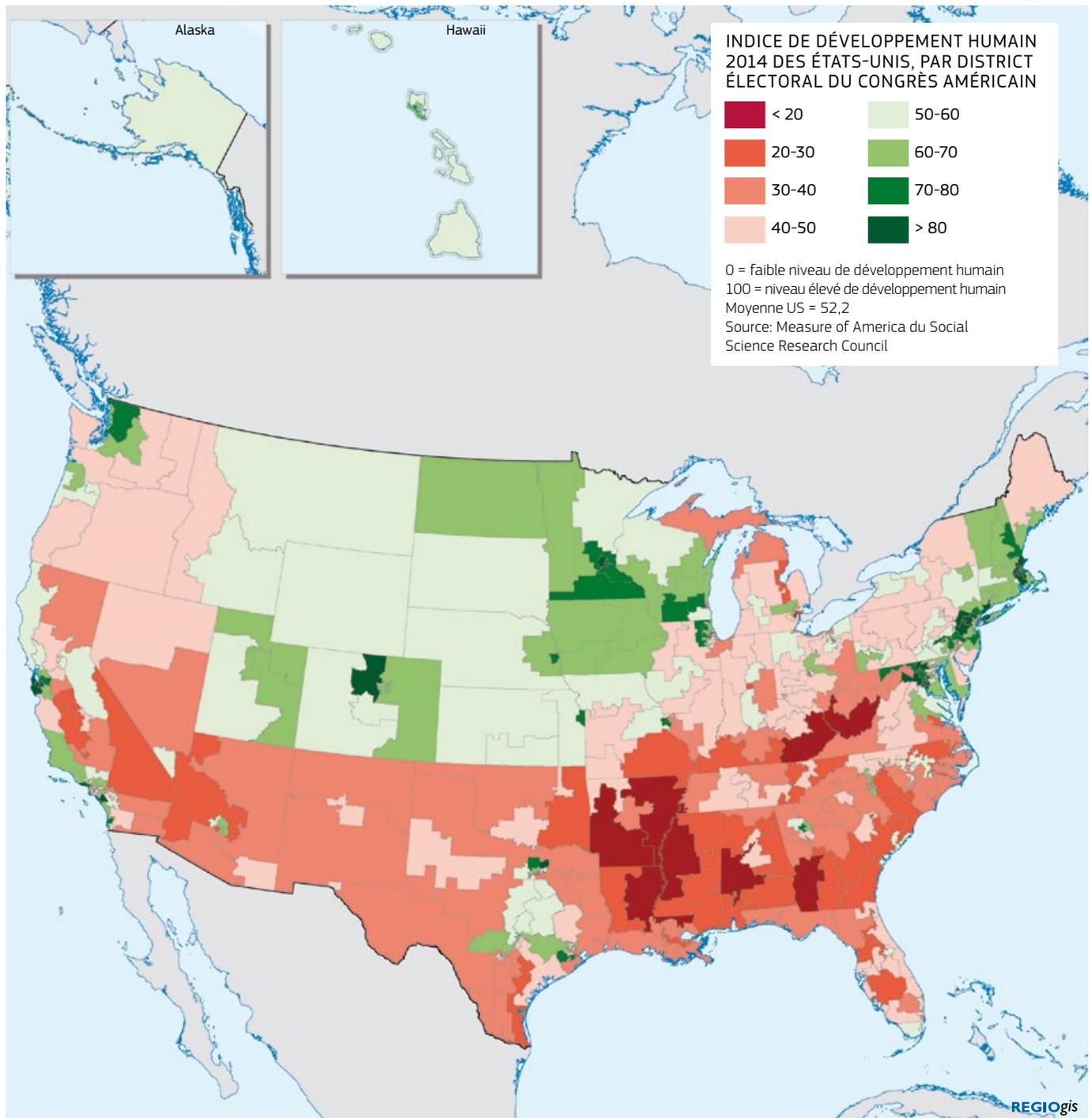
► INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN 2014 DE L'UE



L'indice de développement humain (IDH) a été spécifiquement conçu afin de pouvoir comparer les 435 districts électoraux du Congrès des États-Unis aux régions NUTS 2 de l'UE. Il rend compte des niveaux de santé, de revenus et d'éducation sur la base de six indicateurs: le revenu disponible des ménages et le taux d'emploi sont plus élevés aux États-Unis; l'UE a, pour sa part une plus longue espérance de vie en bonne

santé et un taux de mortalité infantile inférieur; les deux obtiennent des scores similaires en ce qui concerne l'enseignement supérieur et la proportion d'individus «sans emploi, ne faisant pas d'études et ne suivant aucune formation». Dans l'ensemble, l'indice de l'UE est plus élevé que celui des États-Unis, car les meilleures performances en termes de santé compensent les moins bons scores obtenus en termes de revenus.

► INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN 2014 DES ÉTATS-UNIS



L'IDH le plus élevé était celui d'un district américain couvrant certaines parties de la ville de New York. Le deuxième IDH le plus élevé était celui de Stockholm. Suivent ensuite trois districts de la baie de San Francisco, deux districts de la périphérie de Washington DC, un district de la périphérie de Boston, un autre district de la ville de New York et deux districts situés dans le nord du New Jersey. Arrive ensuite la ville d'Utrecht, aux Pays-Bas.

L'IDH le plus faible concerne deux régions NUTS 2 de Bulgarie et trois autres de Roumanie, ainsi que cinq districts du Mississippi, du Kentucky, de Louisiane, de l'État de Géorgie et du Michigan (Détrout). Plus de détails vous seront présentés à propos de ces résultats dans un numéro de *Regional Focus* qui sera publié d'ici la fin de l'année par la DG de la politique régionale et urbaine.

▶ LA PLATEFORME DE SPÉCIALISATION INTELLIGENTE DE L'ÉNERGIE A ÉTÉ LANÇÉE



▶ CORNOUAILLES ET ÎLES SCILLY, ROYAUME-UNI

Le projet «Wave Hub» développe le plus grand site de test au monde pour les appareils produisant de l'électricité à partir de l'énergie des vagues de la mer.

La politique de cohésion de l'UE aidera de manière significative à la mise en place d'une Union européenne intégrée de l'énergie au cours de la période 2014-2020, notamment grâce à 38 milliards d'euros d'investissements dans des projets sobres en carbone. En outre, plus de 100 régions et États membres de l'UE ont fait de l'énergie leur priorité dans le cadre de leurs stratégies nationales ou régionales de spécialisation intelligente. Afin de soutenir l'absorption de ces fonds, un système de soutien dédié – une plateforme de spécialisation intelligente de l'énergie – a été mis en place par la Commission.

La plateforme européenne de spécialisation intelligente de l'énergie est une initiative de la direction générale de la politique régionale et urbaine, de la direction générale de l'énergie de la Commission européenne et du Centre commun de recherche (CCR) de la Commission. La plateforme a été lancée à Bruxelles en mai 2015 afin de fournir un soutien aux États membres et aux régions, et de leur permettre d'accéder aux financements de la politique de cohésion et de les utiliser de manière plus efficace dans le cadre de leurs projets d'énergie durable.

La politique de cohésion soutient l'énergie et les projets sobres en carbone

Les États membres ont alloué 38 milliards d'euros à des investissements dans une économie sobre en carbone au titre du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds de cohésion pour la période 2014-2020. C'est plus de deux fois le financement octroyé dans ce domaine au cours de la période 2007-2013 et nettement davantage – presque 50% de plus – que le montant exigé légalement, ce qui montre bien la grande importance que les États membres accordent aux investissements dans ce domaine.

Les États membres ont accordé la priorité aux investissements dans les domaines suivants:

- ▶ efficacité énergétique des bâtiments publics, des logements et des entreprises, en particulier les PME;
- ▶ production et distribution d'énergie renouvelable, comme l'énergie éolienne, l'énergie tirée de la biomasse et l'énergie solaire, ainsi que leur connexion aux réseaux électriques, le cas échéant;
- ▶ réseaux de distribution intelligents permettant une gestion active des flux électriques, en fonction de l'offre et de la demande;
- ▶ mobilité urbaine durable et multimodale visant à rendre nos villes plus agréables à vivre et plus sobres en carbone; p. ex.: diverses mesures intégrées visant à faciliter l'abandon des voitures privées dans les villes au profit des déplacements à pied, à vélo, en tram ou en bus;
- ▶ la recherche et l'innovation dans ces domaines.

En outre, près de 2 milliards d'euros sont alloués à des investissements dans une infrastructure intelligente de l'énergie qui constituera l'épine dorsale du futur système d'alimentation «décarbonisé».

Partage des compétences et augmentation de l'absorption

La plateforme aidera les régions à partager leurs compétences en matière d'investissements énergétiques durables et de déploiement de technologies innovantes sobres en carbone. Elle réunit des experts scientifiques, des outils de réseautage innovants et une certaine expertise dans l'élaboration des politiques. En outre, elle aidera les régions à accéder à l'information et à échanger des idées et des bonnes pratiques, générant ainsi de nouvelles compétences et formant les différents modules qui constitueront l'Union de l'énergie.

Cette plateforme permettra notamment de soutenir les régions et les États membres par les moyens suivants:

- ▶ analyser les priorités et les besoins des régions en termes d'investissements dans les domaines de l'énergie durable et de la spécialisation intelligente;



Investissement total:
40 500 000 EUR
FEDER:
22 600 000 EUR



► INNOVATIONCITY RUHR | MODELLSTADT BOTTRUP

Ce projet vise à transformer un quartier entier grâce à des mesures d'efficacité énergétique innovantes, en ciblant une réduction de la consommation de CO₂ de 50% d'ici 2020, tout en améliorant la qualité de vie. Quatre projets liés à la production combinée de chaleur et d'électricité (cogénération) et à la cartographie de la consommation d'énergie ont été soutenus par le FEDER.

Investissement total:
5 400 000 EUR
FEDER:
2 700 000 EUR

« Je me réjouis de l'apparition de cette nouvelle plateforme sur l'énergie, qui permettra de partager les savoir-faire en matière d'énergie durable et qui aidera les régions à faire un usage rationnel des fonds disponibles en vue d'investir dans des solutions innovantes. »

► CORINA CREȚU – COMMISSAIRE EUROPÉENNE
EN CHARGE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE

- vulgariser et expliquer en quoi consistent les diverses possibilités existantes en termes de financement de la politique de cohésion et donner des conseils sur la façon dont celles-ci pourraient être mieux exploitées;
- identifier les bonnes pratiques et entraîner une meilleure absorption des fonds de la politique de cohésion par les États membres et les régions en vue de lancer des actions de coopération visant à accélérer le développement et le déploiement de technologies dans le domaine de l'énergie.

Stratégie européenne pour une Union de l'énergie

En soutenant une utilisation optimale des fonds de la politique de cohésion pour des projets en lien avec l'énergie durable, la plateforme contribuera directement à la stratégie européenne pour une Union de l'énergie – «Un cadre stratégique pour une Union de l'énergie résiliente, assortie d'une politique en matière de changement climatique orientée vers l'avenir» –, qui a été lancée en février 2015. Cette stratégie favorisera la transition vers une économie sobre en carbone, notamment grâce à un soutien à l'énergie durable. Elle promouvra également l'adoption par les PME de technologies et de processus

efficaces, la construction d'une infrastructure intelligente de l'énergie, ainsi que le développement d'applications TIC dans le domaine de l'énergie.

Corina Crețu, la commissaire européenne en charge de la politique régionale, déclare: «Au cours de la période 2014-2020, plus de 38 milliards d'euros de financement seront investis au titre de la politique de cohésion dans la réalisation de la stratégie pour une Union de l'énergie et dans le renforcement de la transition vers une économie sobre en carbone dans tous les secteurs... C'est pourquoi je me réjouis de l'apparition de cette nouvelle plateforme sur l'énergie, qui permettra de partager les savoir-faire en matière d'énergie durable et qui aidera les régions à faire un usage rationnel des fonds disponibles en vue d'investir dans des solutions innovantes.»

Plateforme de spécialisation intelligente

La spécialisation intelligente est une approche novatrice développée par la Commission européenne en étroite coopération avec l'industrie et le secteur de la recherche en vue de favoriser la croissance économique et la prospérité à l'échelle régionale. Elle encourage l'utilisation efficace et ciblée des investissements publics dans la recherche et l'innovation en vue de créer des avantages concurrentiels et de permettre aux régions de se spécialiser dans leur(s) domaine(s) de prédilection.

Les travaux de la nouvelle plateforme sur l'énergie reposeront sur une coopération fructueuse entre la DG de la politique régionale et urbaine et le CCR pour la plateforme de spécialisation intelligente axée sur les stratégies de recherche et d'innovation – la «plateforme S3» – qui date de 2009. Les activités de cette plateforme ont impliqué plus de 80% des États membres et régions de l'UE. Plus de deux tiers d'entre eux ont choisi l'énergie comme domaine de spécialisation intelligente.

► POUR EN SAVOIR PLUS
<http://s3platform.jrc.ec.europa.eu/s3p-energy>

Coût total:
4 620 000 EUR
Contribution de l'UE:
2 310 000 EUR

► LA RÉHABILITATION DE TERRAINS INDUSTRIELS POLLUÉS CRÉE DES EMPLOIS ET DE NOUVELLES ENTREPRISES

D'anciens sites industriels fortement pollués autour de Bruxelles sont nettoyés et transformés en sites commerciaux générateurs d'emplois dans le cadre du programme «Brussels Greenfields».

Le long du canal Bruxelles-Charleroi, de nombreuses parcelles de terrain ont été contaminées par des activités industrielles très polluantes au cours des dernières décennies. Les responsables de cette pollution sont souvent inconnus, en faillite ou dans l'incapacité de nettoyer les terrains contaminés qui restent inutilisables.

Le projet «Brussels Greenfields», lancé en 2009 avec le soutien de la région de Bruxelles-Capitale et du FEDER, a encouragé le nettoyage des sites pollués et l'introduction de projets commerciaux en vue de revitaliser la zone et de créer une activité économique et de l'emploi. S'ils s'installent dans ces zones, les promoteurs des projets menés à terme reçoivent des subventions pour la dépollution du terrain, ainsi qu'un soutien intégré aux entreprises.

L'inspiration canadienne

La philosophie de Brussels Greenfields s'inspire du programme québécois «ReviSols», au Canada, où les autorités ont développé une politique de réhabilitation des terrains bien situés et contaminés par une activité industrielle antérieure en prenant en charge une partie des coûts de nettoyage afin de stimuler les projets de réinvestissement dans les zones ciblées.

Confrontée à un problème similaire, la région de Bruxelles-Capitale a commandé une étude de faisabilité sur l'application d'un tel programme sur son propre territoire, qui a donné lieu au programme «Brussels Greenfields», mis en œuvre par l'organisation Bruxelles Environnement (IBGE).

Dans le cadre de ce programme, les entreprises sont invitées à s'installer dans la zone concernée pour y exercer leurs

activités (à l'exception des projets résidentiels) à la condition qu'elles y créent une activité économique et de l'emploi. En échange, les promoteurs du projet reçoivent une subvention à taux variable pour les coûts de planification, les frais de nettoyage et les services de conseil aux entreprises.

Jusqu'à présent, le programme «Brussels Greenfields» a soutenu 12 projets qui ont permis la création d'environ 2 200 emplois (directs et indirects). Ces gagnants incluent une série prometteuse de projets respectueux de l'environnement et d'initiatives d'économie sociale qui associent des activités durables au souci du renouvellement économique et social.

Ces projets incluent un parc d'entreprises pour PME (Paepsem) qui a repris un site pollué par des solvants chlorés et des métaux lourds. Un bâtiment de 6 000 m² abritant des ateliers modulaires destinés aux PME est en construction et devrait permettre la création de 200 emplois.

Une installation de refroidissement et de stockage est également en construction sur le site d'une ancienne usine à gaz. Elle abritera bientôt 40 grossistes en produits alimentaires (Mabru) et permettra la création de 100 nouveaux emplois. D'autres initiatives sont également mises en place: le centre de recyclage «Ecopôle», un jardin potager urbain avec des parcelles destinées aux amateurs et aux petits exploitants commerciaux ou encore 500 unités de logements passifs abordables. De son côté, «Bruxelles Greenbizz» développe un incubateur d'entreprises pour entreprises environnementales et studios de production.

► POUR EN SAVOIR PLUS

www.environnement.brussels/thematiques/sols/ primes-et-fonds/brussels-greenfields



Coût total:
20 800 000 EUR
Contribution de l'UE:
6 450 000 EUR

FRANCE

▶ LA PICARDIE FAVORISE LA RECHERCHE ET L'INNOVATION

La région française de Picardie tire profit de son expertise aérospatiale par le biais d'un centre de recherche et de formation innovant.

Grâce à ses liens avec Airbus Industries, la région de Picardie est devenue un pôle spécialisé de l'industrie aérospatiale et s'est employée à exploiter cette compétence dans le cadre d'un projet innovant: IndustriLAB.

Il s'agit d'un centre de formation, de recherche et de transfert de technologie, dont les activités sont centrées sur quatre domaines commerciaux stratégiques: l'ingénierie de produits innovants, les hautes performances industrielles, la robotique de l'avenir et les nouvelles pratiques industrielles.

Ce projet s'adresse aux entreprises de toutes tailles et issues de toutes les industries qui peuvent venir développer leurs projets et former leurs employés. Il offre également des services aux centres techniques et aux universités qui souhaitent entreprendre des projets de recherche.

Le projet IndustriLAB répond à la nécessité de développer des matériaux composites avancés et des technologies d'assemblage robotisé pour les futurs avions d'Airbus et s'est établi à côté de l'usine aéronautique Aerolia (filiale d'EADS et société sœur d'Airbus), à Méaulte, en tant que centre de transfert de technologie.

Le site s'étend sur 10 000 m², dont 3 000 m² de halls industriels, 600 m² d'ateliers modulaires, 1 200 m² de bureaux équipés du haut débit, des salles de réunion et un amphithéâtre de 120 places. Un tiers du site est occupé par Aerolia, qui entreprend des travaux spécialisés de R&D dans les domaines de la robotique et des matériaux composites.

IndustriLAB est à la fois une installation et un réseau de compétences réunissant des centres de formation, des laboratoires, des centres techniques et de recherche, des spécialistes en transfert de technologie, des organisations financières, des institutions et des partenaires industriels (Aerolia, EADS, etc.).

La région de Picardie considère IndustriLAB comme une opportunité de développement économique régional qui, à travers la recherche et l'innovation, peut aider à développer le secteur régional de l'aviation, qui emploie déjà 5% de la population active de la région. Elle vise également à englober d'autres secteurs industriels stratégiques tels que l'automobile et les chemins de fer.

IndustriLAB a également un impact en dehors de la région de Picardie, en particulier dans la région voisine du Nord-Pas-de-Calais, où les secteurs des chemins de fer et de l'automobile sont au premier plan.

Lancé en 2009 et cofinancé par le programme FEDER 2007-2013, le projet IndustriLAB s'intègre parfaitement dans le cadre de la stratégie Europe 2020 et met en valeur le haut niveau de compétence de la région dans le secteur technologique.

Depuis 2010, 25 projets d'innovation collaboratifs ont été soutenus par la Picardie et par des fonds européens. Ces projets impliquent des entreprises, des laboratoires de recherche et des centres techniques régionaux qui renforcent la compétitivité de l'industrie régionale et l'influence de la recherche universitaire de Picardie.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS
www.industriLAB.fr

Coût total:
432 000 000 EUR
Contribution de l'UE:
208 000 000 EUR

► POLOGNE/LITUANIE

► UN PONT ÉNERGÉTIQUE CONTRIBUE À SÉCURISER L'APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE DE LA BALTIQUE

De nouvelles lignes électriques et de nouvelles stations de transmission sont en construction afin de relier les réseaux polonais et lituanien, un investissement qui aidera à renforcer l'indépendance énergétique des deux pays et la sécurité énergétique des pays baltes.

Dans le cadre de ce projet, le gestionnaire de réseau de transport (GRT) polonais, PSE S.A., réalise des investissements dans 11 projets de lignes et de stations, cofinancés par le FEDER (par l'intermédiaire du programme opérationnel «Infrastructures et environnement») et gérés par le ministère polonais des infrastructures et du développement), y compris dans la diversification des sources d'énergie.

En interconnectant les systèmes de transmission polonais et lituanien, le projet renforce également le réseau électrique du nord-est de la Pologne et améliore la qualité et la fiabilité de la distribution d'électricité aux consommateurs.

Les deux pays ont entrepris de réduire le degré de dépendance énergétique en diversifiant les circuits d'approvisionnement, les sources d'énergie et les vecteurs énergétiques, mais aussi en réduisant l'isolement des régions du reste de l'UE. En 2008, LitPol Link Ltd., une société lituano-polonaise, a été créée pour soutenir la phase initiale du projet et coordonner le projet dans les deux pays. L'importance stratégique de ce projet a été reconnue par la Commission européenne, qui lui a alloué 208 millions d'euros (868 millions de zlotys), sur un coût total de 432 millions d'euros (1 800 millions de zlotys), ainsi qu'une somme additionnelle de 1,9 million d'euros octroyée au titre du fonds RTE-E pour la réalisation d'études de faisabilité.

En Pologne, les premiers travaux de construction ont commencé en 2012 et les investissements dans les projets de

lignes et de stations devraient se terminer d'ici la fin de l'année 2015. Cette connexion permettra à la Pologne de développer les interconnexions avec les pays voisins, tandis que la Lituanie, ainsi que d'autres États baltes, sera capable d'intégrer le système énergétique européen (réseau du continent européen) via des stations de conversion.

La création d'une interconnexion entre la Pologne et la Lituanie (LitPol Link) – la première entre les deux pays – constitue un élément essentiel du développement d'un marché européen commun de l'énergie, par la création d'un «anneau baltique» dont l'objectif est de relier les marchés de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie au réseau européen de l'électricité via la Pologne. Cela permettra également d'augmenter la capacité de transmission des États baltes.

La construction de ponts énergétiques dans la région de la Baltique contribue également au développement des réseaux énergétiques transeuropéens. Cet investissement s'inscrit dans le cadre du Plan d'interconnexion des marchés énergétiques de la région de la Baltique, mis sur pied par la Commission européenne et adopté en juillet 2009, dont l'objectif principal est de mettre fin à l'isolement des États baltes sur le marché européen de l'énergie.

Le 20 avril 2015, un protocole d'accord qui porte sur des principes communs relatifs au commerce de l'énergie pour le LitPol Link a été signé et permet au commerce de l'énergie lituano-polonais d'avancer.

► **POUR EN SAVOIR PLUS**
www.pse.pl

▶ ROYAUME-UNI

▶ DES INSTALLATIONS À LARGE BANDE POUR LE PAYS DE GALLES

Les ménages et les entreprises du pays de Galles sont maintenant connectés au réseau de fibres optiques à large bande et sont à la pointe de la révolution numérique.

Plus de 437 000 bâtiments ont désormais accès à un réseau ultrarapide à large bande grâce au déploiement du programme «Superfast Cymru». Une fois associés au déploiement commercial, plus d'un million de bâtiments pourront y accéder. Superfast Cymru est un partenariat financé par les gouvernements gallois et britannique, par l'opérateur télécom britannique BT (British Telecommunications plc) et par l'UE en vue de fournir un réseau à large bande très rapide au pays de Galles. C'est un projet de très grande ampleur qui implique l'installation, par des ingénieurs de BT, de plus de 17 500 km de câbles de fibres optiques et de près de 3 000 cabines vertes en bordure de route. Cela se fait souvent dans des conditions difficiles et éprouvantes.

L'accès à des communications sécurisées et très rapides est considéré comme essentiel pour la future prospérité économique du pays. Avant que cette infrastructure numérique ne soit disponible dans tout le pays de Galles, les entreprises locales étaient confrontées à un important désavantage concurrentiel par rapport aux entreprises établies dans d'autres parties du Royaume-Uni. Aujourd'hui, près de 130 000 entreprises à Cardiff, 90 000 à Swansea et 50 000 à Newport et à Wrexham disposent d'une connexion Internet à haut débit. La couverture du pays de Galles est aujourd'hui meilleure que dans d'autres pays de l'UE, comme la France, l'Espagne et l'Italie, et se trouve au même niveau que l'Allemagne. «Le réseau de fibres optiques à large bande profite aux foyers et aux entreprises et permettra de nous assurer que le pays de Galles est à la pointe de la révolution numérique», a déclaré le premier ministre du pays de Galles, **Carwyn Jones**. «C'est un très bon exemple de la réussite qui est rendue possible lorsque les secteurs public et privé travaillent de concert pour mener à bien des projets qui vont changer la vie des foyers et des entreprises aux quatre coins du pays de Galles.»

Dans le cadre de ce projet, BT a créé 250 postes d'ingénieur à plein temps au cours des deux dernières années au pays de Galles. La société a également recruté plus de 110 apprentis et de nombreux diplômés en informatique venant de tout le pays de Galles.

«C'est une réalisation remarquable qui montre l'impact qu'a le programme "Superfast Cymru" une fois associé à un déploiement commercial», a ajouté Carwyn Jones. «Le programme "Superfast Cymru" est un programme ambitieux et stimulant, qui permet l'installation d'un réseau rapide de fibres optiques à large bande dans les collectivités de l'ensemble du pays de Galles, qui n'en bénéficieraient pas autrement.»

David Hughes, chef du Bureau de la Commission européenne au pays de Galles, a déclaré: «Le programme "Superfast Cymru" est un parfait exemple de la façon dont les fonds régionaux européens peuvent contribuer à la relance de l'Europe et participer directement à la création d'emplois et au renforcement de la croissance. Pour favoriser le développement économique des régions, il est essentiel de leur fournir un accès rapide et fiable à Internet.»

▶ POUR EN SAVOIR PLUS
www.superfast-cymru.com



Coût total:
210 910 000 EUR
Contribution de l'UE:
100 000 000 EUR

AGENDA 2015

15-16 SEPTEMBRE

_Luxembourg (LU)

25 ans de coopération territoriale européenne

12-15 OCTOBRE

_Bruxelles (BE)

OPEN DAYS: 13^e semaine européenne des régions et des villes

13 OCTOBRE

_Bruxelles (BE)

Cérémonie de remise des prix RegioStars

29-30 OCTOBRE

_Ulm, Bade-Wurtemberg (DE)

4^e Forum annuel de la stratégie européenne pour la région du Danube

Pour en savoir plus sur ces événements, consultez la section Agenda du site web Inforegio:

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/newsroom/events/

RESTEZ CONNECTÉ!

 http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/

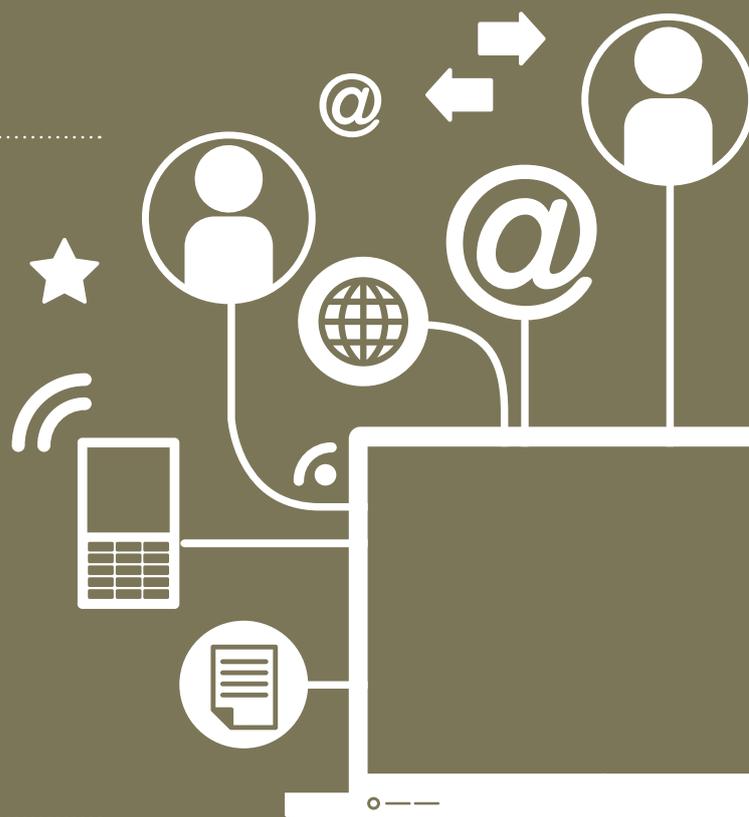
 www.twitter.com/@EU_Regional

 www.yammer.com/regionetwork
Plateforme de collaboration de la DG REGIO

 www.flickr.com/euregional

 Abonnez-vous à «REGIOFLASH»
www.inforegiodoc.eu

 www.twitter.com/CorinaCretuEU



Office des publications

Commission européenne,
Direction générale de la politique régionale et urbaine
Communication – Ana-Paula Laissy
Avenue de Beaulieu 1 – B-1160 Bruxelles
E-mail: regio-panorama@ec.europa.eu
Internet: http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/

